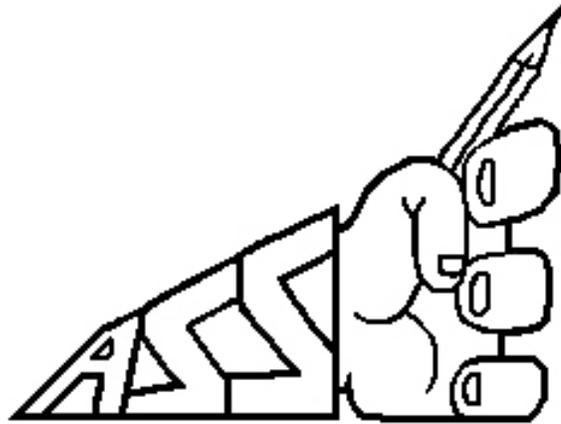


CONGRÈS

**DE L'ASSOCIATION POUR UNE
SOLIDARITÉ SYNDICALE
ÉTUDIANTE**



**29 ET 30 JANVIER 2005
CÉGEP DE SAINT-LAURENT**

TABLE DES MATIÈRES

Ordre du jour	page 4
Procès-verbal du Congrès du 24 octobre 2004	page 5
En route vers la grève!	page 16
Bilans	
Bilan national de la session d'automne 2004	page 19
Bilan du Comité femmes de l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	page 33
Bilan du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)	page 36
Bilan de l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke (AÉCS) pour la session d'automne 2004	page 39
Finances	
Présentation des finances	page 45
États financiers mi-annuels 2004-2005	page 51
Modifications aux prévisions budgétaires 2004-2005	page 55
Avis de motion	page 57
Mises en candidature	
Conseil exécutif	page 58
Comité d'information	page 59
Comité journal	page 60

Ajuster nos revendications au contexte actuel	page 61
Présentation du plan d'action	page 62
Proposition de modalités de déclenchement de la grève	page 64
Une proposition de coalition	page 70
Réflexion sur le Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat	page 78
Propositions	page 80
Calendrier	page 84

ORDRE DU JOUR

Le samedi 29 janvier 2005 à 9h :

- 0.0 Ouverture
- 1.0 Procédures
 - 1.1 Præsidium
 - 1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour
 - 1.3 Lecture et adoption du procès-verbal du Congrès du 24 octobre 2004
- 2.0 Tour de table
- 3.0 Bilans
 - 3.1 Local
 - 3.2 National
- 4.0 Finances
 - 4.1 États financiers 2003-2004
 - 4.2 États financiers mi-annuels 2004-2005
 - 4.3 Modifications aux prévisions budgétaires 2004-2005
- 5.0 Avis de motion
 - 5.1 Traitement des avis de motion
 - 5.2 Dépôt des avis de motion
- 6.0 Élections
 - 6.1 Conseil exécutif
 - 6.2 Comité femmes
 - 6.3 Comité journal
 - 6.4 Comités de travail
- 7.0 Mesures extraordinaires de grève
- 8.0 Revendications pour la grève
 - 8.1 Plénière
 - 8.2 Délibérante

Le dimanche 30 janvier 2005 à 9h :

- 9.0 Plan d'action de grève
 - 9.1 Plénière
 - 9.2 Délibérante
- 10.0 Coordination de la campagne de grève
 - 10.1 Plénière
 - 10.2 Délibérante
- 11.0 Femmes
- 12.0 États généraux du mouvement étudiant et Congrès d'orientation
- 13.0 Varia
- 14.0 Levée

PROCÈS-VERBAL

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante 24 octobre 2004 au siège social de l'ASSÉ à Montréal

Présences :

Nom	Association	Délégué-e /Observateur- trice
Julie Lachance	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Exécutif de l'ASSÉ
Xavier Lafrance	Association étudiante du module de science politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQÀM)	Exécutif de l'ASSÉ
Olivier Denis	Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	Exécutif de l'ASSÉ
Gabriel Dumas	Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	Exécutif de l'ASSÉ
Émilie Robidas	Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	Déléguée
Sandra Bérubé	Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	Déléguée
Philippe Fortier-Charette	Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	Délégué
Alexandre Ouellet	Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)	Observateur
Valérie Blanchet-Guillot	Les Services Collectifs Inc., Ste-Foy	Observatrice
Élie Belley-Pelletier	Association des étudiantes et étudiants de science politique de l'Université Laval (AEESPUL)	Délégué
Richard Huot	Association des étudiantes et étudiants de science politique de l'Université Laval (AEESPUL)	Délégué
François Carbonneau	Association générale étudiante du Cégep de François-Xavier Garneau (AGECFXG)	Observateur
Xavier Simard-Dufour	Association générale étudiante du Cégep de François-Xavier Garneau (AGECFXG)	Observateur
François Baillargeon	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Délégué
Philippe Gauvin	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Délégué
Martine Poulin	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Déléguée
Mathieu Jobin	Association étudiante du module de science politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQÀM)	Délégué
Tiphany Allain	Association étudiante du module de science politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQÀM)	Déléguée
Geneviève Génier-Carrier	Association étudiante du module de science politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQÀM)	Déléguée
Anne Thibault	Concordia Student Union (CSU)	Observatrice
Cylia Themens	Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL)	Déléguée
Annick Lalancette	Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL)	Déléguée
Jérôme Charaoui	Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL)	Délégué
Pierre-Luc Junet	Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM)	Observateur
Stéphanie Thibault-B.	Association générale étudiante du Cégep du Vieux-	Observatrice

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)
Les 29 et 30 janvier 2005 au Cégep de Saint-Laurent

	Montréal (AGECVM)	
Anne-Marie Gallant	Association générale étudiante du Cégep du Vieux-Montréal (AGECVM)	Observatrice
Julia Posca	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Observatrice
Julien Gauthier-Mongeon	Association générale étudiante du Cégep de Bois-de-Boulogne (AGEBB)	Délégué
Charles-Emmanuel Boucher	Association générale étudiante du Cégep de Bois-de-Boulogne (AGEBB)	Délégué
Marie-France Phisel	Association générale étudiante du Cégep de Montmorency (AGEM)	Déléguée
Mélissa Simard	Association générale étudiante du Cégep de Rimouski (AGECR)	Déléguée
Michel Laderoute	Association générale étudiante du Cégep de Rimouski (AGECR)	Délégué
Ève-Catherine Champoux	Association générale des étudiantes et étudiants du Cégep de La Pocatière (AGEECLP)	Déléguée
François Desrochers	Association générale des étudiants du Cégep de Drummondville (AGECD)	Délégué
Marc-André Faucher	Regroupement des étudiantes et étudiants de sociologie de l'Université de Montréal (RÉESUM)	Délégué
François Laliberté-Auger	Société générale des étudiantes et étudiants du Collège de Maisonneuve (SoGÉÉCoM)	Délégué
Pauline Lecarpentier	Étudiante française en échange – Maîtrise de droit, Université de Montréal	Observatrice
Pierre-Luc Lupien	Association étudiante de sociologie premier cycle de l'Université du Québec à Montréal (AESPC-UQÀM)	Observateur
Véronique Landry	Association générale étudiante du Cégep de St-Jérôme (AGES)	Déléguée
Guillaume Constantineau	Association générale étudiante du Cégep de St-Jérôme (AGES)	Délégué
Marie-Michèle Whitlock	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Comité journal
Blandine Juchs	Association facultaire étudiante de sciences humaines de l'Université du Québec à Montréal (AFESH-UQÀM)	Observatrice
Héloïse Moysan-Lapointe	-	Présidence du Congrès
Valérie Soly	Permanente de l'ASSÉ	Secrétariat du Congrès

0.0 Ouverture à 9h26

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

1.0 Procédures

1.1 Præsidium

1.1.1 Héloïse Moysan-Lapointe à l'animation et Valérie Soly au secrétariat.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.2.1 L'ordre du jour suivant :

0.0 Ouverture

1.0 Procédures

1.1 Præsidium

1.2 Lecture et adoption de l'ordre du jour

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal du Congrès des 25 et 26 septembre 2004

2.0 Tour de table

3.0 Bilan des mobilisations

3.1 Actions et assemblées générales locales

3.2 Manifestation du 14 octobre 2004

4.0 Perspectives de grève (plénière)

5.0 Plan d'action

5.1 Plénière

5.2 Délibérante

6.0 Varia

7.0 Levée

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AECSL

1.2.1.1 Que soit ajouté à l'ordre du jour un point Femmes, au point 3.0 et de décaler les points suivants.

Proposé par AEMSP-UQÀM

Appuyé par AFESH-UQÀM

Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 1.2.1, telle qu'amendée : Adoptée à l'unanimité.

1.3 Lecture et adoption du procès-verbal du Congrès des 25 et 26 septembre 2004

1.3.1 Le procès-verbal du Congrès des 25 et 26 septembre 2004.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AECS

Adoptée à l'unanimité

2.0 Tour de table

3.0 Femmes

4.0 Bilan des mobilisations

4.1 Actions et assemblées générales locales

4.2 Manifestation du 14 octobre 2004

4.2.1 Motion de félicitations au Conseil exécutif de l'ASSÉ et au Comité ad hoc pour l'organisation de la manifestation du 14 octobre 2004.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

5.0 Perspectives de grève (plénière)

Proposition privilégiée : Une plénière de 45 minutes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par le Conseil exécutif
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une pause de 10 minutes et au retour, de prolonger la plénière de 30 minutes.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 11h42.

Proposition privilégiée : La réouverture du Congrès à 11h54.

Proposée par AECS
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : L'ajournement du Congrès pour 45 minutes.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

Ajournement 12h46.

Proposition privilégiée : La réouverture du Congrès à 13h32.

Proposée par AECS
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une plénière de 10 minutes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECSL
Adoptée à l'unanimité

6.0 Plan d'action

6.1 Plénière

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes.

Proposée par AECS
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Un ajournement de 10 minutes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 14h32.

Proposition privilégiée : La réouverture à 14h46.

Proposée par AECS
Appuyée par AFESH-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Une plénière de 30 minutes.

Proposée par AECSL
Appuyée par le Conseil exécutif
Pour : 0 Contre : 4 Abstention : 2
Rejetée à la majorité

Proposition privilégiée : Une plénière de 15 minutes.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par le Conseil exécutif
Adoptée à l'unanimité

Proposition privilégiée : Ajournement de 10 minutes.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

Ajournement à 15h13.

Proposition privilégiée : La réouverture à 15h29.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

6.2 Délibérante

6.2.1 Le lancement d'une campagne de grève générale illimitée se tenant dans l'année scolaire en cours suivant la logique nationale de 5 associations étudiantes comme plancher et visant la satisfaction complète des thèmes de l'ultimatum lancé par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ) lors de son plus récent Congrès. Le tout devant se faire dans le respect le plus total de la souveraineté des Assemblées Générales locales.

À l'atteinte du plancher de 5 associations étudiantes, demander la tenue d'une discussion ouverte et publique avec le ministre de l'Éducation du Parti libéral, Pierre Reid, sur les revendications de l'ultimatum. Cette discussion devra se faire dans les 3 jours suivant l'atteinte du plancher. Si les décisions découlant de cette discussion ne satisfont pas nos

revendications, il y aura le déclenchement de la grève générale illimitée à la session d'hiver 05.

Évidemment, si le processus se rend jusqu'à la discussion et que les décisions ne sont pas satisfaisantes, il y aura une assemblée générale locale à la suite des 3 jours pour décider des modalités de la grève générale (intervalle des assemblées générales durant la grève, organisation des activités, etc.)

Proposée par AECS
Appuyée par AECSL

6.2.1.1 De remplacer « l'année scolaire en cours » par à « l'hiver 2005 » et de supprimer les 2 derniers paragraphes.

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par AGECD

Proposition privilégiée : Qu'un vote indicatif soit tenu, dans le point *Plan d'action*, avant chaque vote.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Adoptée à l'unanimité

Sur l'amendement 6.2.1.1 :

Vote indicatif :

Pour : 4 Contre : 5 Abstention : 5

Vote formel :

Pour : 4 Contre : 2 Abstention : 0

Adopté à la majorité

Question préalable : Que la proposition principale 6.2.1 telle qu'amendée soit mise aux voix.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECSL
Pour : 4 Contre : 2
Adoptée à la majorité

Sur la proposition principale 6.2.1, telle qu'amendée :

Vote indicatif :

Pour : 1 Contre : 7 Abstention : 2

Vote formel :

Pour : 0 Contre : 5 Abstention : 1

Rejetée à la majorité

6.2.2 *Attendu que*, l'éducation publique, gratuite, laïque, de qualité, accessible et non-discriminatoire est un droit et non un privilège;

Attendu que, les attaques perpétrées par l'État cette année et depuis près de 15 ans menacent le droit à l'éducation puisqu'elles augmentent l'endettement étudiant, limitent l'accessibilité aux études post-secondaire, favorisent la privatisation et réduisent la qualité de l'enseignement;

Attendu que, le 27 septembre dernier, l'ASSÉ a lancé un ultimatum au gouvernement afin qu'il mette fin à ces attaques et annule les reculs subits et que cet ultimatum est demeuré sans réponse au moment de son échéance fixée au 23 octobre 2004;

Attendu que, l'ASSÉ reconnaît l'importance absolue de faire halte aux récentes attaques aux droits à l'éducation;

Attendu que, 40 ans d'histoire du mouvement étudiant démontrent que seul la construction d'un rapport de force face à l'État peut permettre de bloquer les attaques de ce dernier et l'obtention de gains;

Attendu que, la passivité du mouvement syndical étudiant face aux reculs des dernières années deviendra éventuellement, si elle persiste, synonyme de la non-existence de ce mouvement;

Attendu que, notre lutte s'inscrit en solidarité avec toutes les luttes pour une vraie justice sociale et de résistance face au néo-libéralisme;

En ce sens,

Il est proposé que, au sortir du présent congrès, l'ASSÉ lance un appel à la grève générale illimitée pour l'hiver 2005 afin que les revendications qu'elle a formulées sous forme d'ultimatum au gouvernement soient satisfaites si elles ne le sont pas déjà.

Ainsi,

Que les associations étudiantes membres de l'ASSÉ ainsi que les associations non-membres se joignant à la campagne de grève tiennent des assemblées générales afin d'obtenir des mandats de grève pour la session d'hiver 2005.

Que la grève soit déclenchée lorsqu'un plancher de 7 associations étudiantes ayant votées la grève aura été atteint.

Proposée par AFESH-UQÀM

Appuyée par AECSL

6.2.2.1 Ajouter : « Que l'exécutif de l'ASSÉ émette un communiqué de presse pour annoncer le déclenchement de la campagne de grève le plus rapidement possible. »

Proposé par AECS

Appuyé par AFESH-UQÀM

Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 6.2.2, telle qu'amendée :

Vote indicatif :

Pour : 3 Contre : 1 Abstention : 3

Vote formel :

Pour : 3 Contre : 1 Abstention : 2

Adoptée à la majorité

AEMSP-UQÀM note son abstention au procès-verbal.

6.2.3 D'inviter les associations étudiantes qui ne l'avaient pas déjà fait à lancer parmi leurs membres le débat sur l'opportunité d'une grève générale à l'hiver pour la conversion des bourses en prêts, qu'à ce titre elles :

- Organisent des événements d'information et de débat sur le sujet;
- Diffusent du matériel d'information en préparation de ces débats.

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AEMSP-UQÀM
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité
Vote formel : Adoptée à l'unanimité

6.2.4 Que l'ASSÉ appelle les associations locales à tenir des actions régionales et locales en appui à l'ultimatum d'ici le déclenchement de la grève.

Proposée par AECS
Appuyée par AFESH-UQÀM
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité
Vote formel : Adoptée à l'unanimité

6.2.5 De la même façon que l'ASSÉ adopte sur ses bases autonomes ses positions, revendications et plans d'action;

De la même façon que l'ASSÉ prend aujourd'hui l'initiative de lancer un appel à la grève générale illimitée et qu'elle investira ses ressources et énergies afin de diffuser cet appel et de mettre en marche le mouvement de grève;

L'ASSÉ conserve, une fois la grève déclenchée, toute son autonomie et toute son initiative quant aux appels à lancer concernant la direction du mouvement de grève, quant à la réponse à faire aux éventuelles offres du gouvernement, etc.

Toutefois, comme à l'habitude, l'ASSÉ invitera les associations non-membres à participer aux débats qui auront lieu en son sein concernant ces enjeux.

De plus, dans l'éventualité où l'ASSÉ recevrait du gouvernement une invitation à négocier l'issue de la grève, elle inviterait les associations non-membres en grève, partageant la même plate-forme de revendications, à désigner une délégation pour entendre à ses côtés les offres du gouvernement.

Bien entendue, de la même façon que la grève ne se mettra en branle que par la décision des assemblées générales et des associations locales, il reviendra toujours à celles-ci d'en décider l'issue, indépendamment des affiliations nationales.

Au-delà de l'actuel mouvement de grève, afin de construire à long terme un solide rapport de force face au gouvernement et ainsi défendre adéquatement le droit à l'éducation, nous invitons les associations non-membres à joindre les rangs de l'ASSÉ. Nous croyons que la mission politique du mouvement étudiant ne peut se réaliser pleinement dans l'improvisation ponctuelle d'une coordination nationale de ses forces, qu'elle sera au contraire bien mieux assurée par un travail continu dans le cadre d'une

organisation aux orientations progressistes et misant sur une conscientisation et une mobilisation massive et soutenue de la population étudiante.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AFESH-UQÀM
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité
Vote formel : Adoptée à l'unanimité

6.2.6 Dans l'optique d'en déclenchement d'une grève générale du mouvement étudiant à la session d'hiver;

Considérant que, pour cette campagne, l'ASSÉ devra unir toutes ses forces afin de la mener jusqu'au bout;

- Que les associations étudiantes membres ainsi que l'exécutif mettent tout en œuvre afin de trouver des militants et militantes pour canaliser les forces vers les structures les plus susceptibles de diffuser le plan d'action et d'élargir le potentiel d'organisation et de mobilisation : en priorité les comités journal, information, femmes et formation.

- Que la journée de mobilisation du 19 novembre soit l'occasion de diffuser un journal spécial « pour la construction d'un rapport de force : un syndicalisme étudiant de lutte ».

- Que le 27 novembre 2004 se tienne un congrès d'une journée ayant pour objectif de faire des élections sur les différents comités de travail, de prévoir un camp de formation et un congrès sur la grève pour la rentrée de la session d'hiver 2005, de discuter d'un plan d'action de grève pour cette même session et de discuter des États généraux du mouvement étudiant.

- Que ce congrès soit suivi d'une journée de formation sur le travail des comités pour ensuite en dégager les priorités et objectifs de travail en regard du plan d'action de grève.

- Que soit produit un journal sur la grève pour la rentrée d'hiver 2005.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECS

6.2.6.1 Ajouter après le 1^{er} tiret, un autre tiret : Que les associations membres et non-membres mettent tout en œuvre afin de former des comités de mobilisation locaux efficaces afin de diffuser le plan d'action et atteindre un niveau maximal d'étudiants et d'étudiantes informé-e-s et convaincu-e-s de la pertinence de la grève générale illimitée.

Proposé par AECS
Appuyé par AECSL
Vote indicatif : Adopté à l'unanimité
Vote formel : Adopté à l'unanimité

6.2.6.2 Que le Congrès du 27 novembre 2004 se tienne à Québec.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AFESH-UQÀM
Vote indicatif :
Pour : 0 Contre : 4 Abstention : 2
Vote formel :
Pour : 0 Contre : 4 Abstention : 2
Rejetée à la majorité

Sur la proposition principale 6.2.6, telle qu'amendée :
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité

Vote formel : Adoptée à l'unanimité

6.2.7 Que la journée nationale d'actions du 19 novembre 2004 consiste en une manifestation nationale à Montréal contre le Congrès du Parti Libéral du Québec.

Proposée par le Conseil exécutif
Appuyée par AECS

6.2.7.1 Que l'ASSÉ invite les associations étudiantes à participer à la manifestation du 20 novembre.

Proposé par AFESH-UQÀM
Appuyé par AECS
Vote indicatif : Adopté à l'unanimité
Vote formel : Adopté à l'unanimité

6.2.7.1 Ajouter « à 15h. »

Proposé par AEMSP-UQÀM
Appuyé par AECSL
Vote indicatif : Adopté à l'unanimité
Vote formel : Adopté à l'unanimité

Sur la proposition principale 6.2.7, telle qu'amendée :

Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité
Vote formel : Adoptée à l'unanimité

6.2.8 Que l'ASSÉ appelle à la formation d'un contingent dans la manifestation du 10 novembre afin de faire valoir ses revendications.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par RÉÉSUM
Vote indicatif :
Pour : 2 Contre : 2 Abstention : 2
Vote formel :
Pour : 2 Contre : 2 Abstention : 2
Mise en dépôt

Reprise du vote :
Vote :
Pour : 3 Contre : 3 Abstention : 0
Mise en dépôt

Reprise du vote :
Pour : 1 Contre : 3 Abstention : 2
Rejetée à la majorité

6.2.9 La création d'un comité ad hoc visant la planification logistique et technique de la journée nationale d'actions du 19 novembre 2004 et de la manifestation du 20 novembre 2004, avec comme candidat-e-s : Alexandre Ouellet de l'AECS, Mathieu Jobin de l'AEMPS-UQÀM, , Cylia Themens et Jérôme Charaoui de l'AECSL, Marc-André Faucher du RÉÉSUM, Blandine Juchs de l'AFESH-UQÀM, Guillaume Constantineau de l'AGES et François Carbonneau de l'AGECFXG.

Proposée par le Conseil exécutif

Appuyée par AECSL
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité.
Vote formel : Adoptée à l'unanimité.

6.2.10 Que la manifestation passe par le Palais des Congrès et mette en valeur le discours de l'ASSÉ sur l'aide financière aux études.

Proposée AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECSL

6.2.10.1 Ajouter : « pour ensuite aller rejoindre la manifestation de la CLAC au Square-Phillips à 17h. »

Proposé par le Conseil exécutif
Appuyé par AFESH-UQÀM
Vote indicatif :
Pour : 4 Contre : 0 Abstention : 2
Vote formel :
Pour : 4 Contre : 0 Abstention : 2
Adopté à la majorité

Sur la proposition principale 6.2.10, telle qu'amendée :
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité.
Vote formel : Adoptée à l'unanimité.

6.2.11 Que l'ASSÉ invite les étudiants et les étudiantes à porter un bout de tissu rose pour signaler « la fin de la vie en rose » lors de la manifestation du 19 novembre.

Proposée par AEMSP-UQÀM
Appuyée par AECS
Vote indicatif : Adoptée à l'unanimité.
Vote formel : Adoptée à l'unanimité.

7.0 Varia

8.0 Levée à 18h31

Proposée par AFESH-UQÀM
Appuyée par AECS
Adoptée à l'unanimité

EN ROUTE VERS LA GRÈVE!

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Nous voici donc enfin rendus à une étape charnière pour l'avenir du mouvement étudiant et du droit à l'éducation. Cette session-ci sera cruciale et démontrera l'efficacité du mouvement étudiant à faire plier le gouvernement. C'est depuis 15 ans, grâce au corporatisme et au lobbyisme que prônent la FECQ et la FEUQ, que l'éducation subit reculs après reculs (plus de 2 milliards de coupés dans le système d'éducation, hausse des frais universitaires de 350 %, explosion de l'endettement étudiant) d'année en année! Nous devons impérativement mettre un frein à ce massacre, nous devons déclencher la grève générale illimitée!!

Par contre, nous croyons que la lutte sera divisée en deux principaux camps, et il est vital de les analyser. D'un côté, il y aura le camp qui prônera le corporatisme et le lobbyisme (dirigé par la FECQ et la FEUQ) qui limitera sa « lutte » sur le retour des 103 M \$ de coupures (103M \$ de coupures qui sont d'ailleurs le résultat du sabotage de la campagne de grève de l'année dernière par la FECQ...) De l'autre côté, il y aura plusieurs associations étudiantes (les membres de l'ASSÉ et, nous l'espérons, des non membres) qui auront décidé de s'unir sous la bannière du syndicalisme de combat* (voir lexique page 18) afin d'instaurer un rapport de force* (voir lexique page 18) efficace face à l'État. Ces associations désirent bien sûr le retour des 103M \$ qui furent coupés, mais la lutte ne s'arrête pas là. Il va falloir lutter contre la réforme qui accompagne ces coupures car elle appauvrit les étudiantes et les étudiants pour mieux enrichir les banques. Nous devons aussi tous et toutes lutter pour contrer l'invasion du privé dans le réseau collégial car plusieurs projets pilotes sont déjà fonctionnels dès cette session. Nous voulons aussi une amélioration nette du système d'Aide Financière aux Études par, entre autres, l'instauration de l'autonomie financière dès le départ du domicile familial et la conversion progressive des prêts en bourses. Puis, nous refusons évidemment que ces acquis soient financés sur le dos des étudiants internationaux et des étudiantes internationales ou au détriment des autres services sociaux. Bref, nous devons souligner notre différence avec l'autre camp en n'oubliant pas les perspectives qui mènent notre lutte et qui font de celle-ci une lutte pour le droit à l'éducation. Le rapport de force instauré par une grève générale illimitée ne doit pas être utilisé que pour un réinvestissement de 103M \$ mais bien pour forcer le gouvernement à oublier la tangente amorcée, celle qui arrime de plus en plus notre éducation aux lois du marché.

Nous avons donc une lourde tâche qui nous attend, et la lutte n'est pas gagnée d'avance. C'est pourquoi nous devons étudier l'histoire des luttes du passé afin de ne pas répéter les mêmes erreurs...

Un des principaux dangers auxquels nous devons nous préparer est la récupération du mouvement de grève par les fédérations. Car si nous étudions la grève de '96 nous pouvons voir qu'elle fut sabordée au moment où le rapport de force était clairement établi et que le gouvernement allait céder. Comment fut-elle sabordée? C'est plutôt simple et sournois. Ce fut au moment où le gouvernement était exténué par la grève et voulut y mettre fin. Il fit alors une sortie médiatique déclarant qu'il consentait à conserver le gel des frais de scolarité. La FECQ et la FEUQ firent alors une sortie médiatique monstre afin de déclarer victoire et appeler au retour en classe. Le problème est que le gel des frais n'était qu'une partie des revendications de la grève... Il y avait aussi la demande de retirer les 600M \$ de coupures qui avaient été annoncées au Forum socio-économique de 1996. De plus, en échange du gel des frais, la FECQ et la FEUQ donnèrent leurs appuis à la taxe à l'échec.

Donc, sans avoir consulté aucune association en assemblée générale, et surtout sans avoir jamais participé à l'instauration du rapport de force* (voir lexique page 18) de cette grève, la FECQ et la FEUQ¹ vinrent miner la lutte et réduire presque à néant des mois de travail.

C'est donc pour toutes ces raisons que nous croyons qu'il est primordial pour toutes les associations combattives ayant le droit à l'éducation à cœur de s'unir sous une structure prônant le syndicalisme de combat* et ayant pour but un système d'éducation accessible, de qualité, public et laïc.

VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE !

¹ La présidente de la FEUQ, Jézabelle Palluy explique que « durant la grève, le gouvernement gardait constamment le contact avec nous : il nous voyait comme ceux qui pouvaient éviter que ça dégénère, qu'il y ait du grabuge. » Paul Cauchon, « L'éducation en 1996 : le mouvement étudiant a prouvé sa force », samedi 28 décembre 1996, p. A1, Le Devoir.

LEXIQUE

Syndicalisme de combat

Le syndicalisme étudiant de combat vise à défendre les intérêts des étudiants et des étudiantes en s'appuyant sur la force du nombre. L'ASSÉ, qui prône le syndicalisme de combat, croit donc qu'il est primordial que la population étudiante soit informée, qu'elle se mobilise et qu'elle décide elle-même du combat à mener à l'aide de structures démocratiques telles les assemblées générales. Afin de défendre efficacement les étudiants et les étudiantes, il va de soi que les organisations étudiantes prônant le syndicalisme de combat demeurent indépendantes des administrations locales, de l'État et des partis politiques. Bien qu'opposé à la concertation, le syndicalisme de combat ne rejette pas systématiquement la négociation avec le gouvernement. Il préfère cependant discuter avec l'appui d'un rapport de force, d'égal à égal.

Rapport de force

Un rapport de force c'est présenter un potentiel de perturbation suffisant pour faire en sorte que les personnes visées aient avantage à nous accorder ce que nous désirons. Dans le cas du mouvement étudiant ceci s'obtient par l'information et la mobilisation massive de la population étudiante afin qu'elle exerce une pression sur le gouvernement à l'aide d'actions telles des manifestations ou encore des occupations. L'action permettant de bâtir le rapport de force la plus solide face au gouvernement reste bien sûr la grève générale illimitée.

BILANS

Bilan national de la session d'automne 2004

Par le Conseil exécutif de l'ASSE et Marie-Michèle Whitlock, pour la partie « Camp de formation – Automne 2004 »

INSTANCES

Camp de formation - Automne 2004 : Dans un camp de jour à Contre-Cœur, Colonie des grèves (bilan de Marie-Michèle Whitlock mandatée par le Conseil exécutif pour organiser le camp de formation.)

Ce camp de formation a été organisé principalement par une personne avec le soutien du Conseil exécutif et de la permanence. Le temps d'organisation était très court, environ 3 semaines avant la tenue du camp. Dans ces délais, il est impossible d'organiser un camp de formation d'envergure, surtout quand il faut toujours recommencer à zéro pour l'organisation des camps de formation (la logistique, les documents, la mobilisation, etc.) La participation au camp de formation ne fut pas extraordinaire, environ une trentaine de personnes membres et non-membres. Les ateliers ont été préparés à la dernière minute, donc la présentation était bonne, par contre peu de documents de références étaient prêts pour que les participants et participantes puissent repartir avec plus d'informations. Des affiches ont été produites pour annoncer le camp de formation. Aucun suivi (bilan, commentaires des participants et participantes) n'a été fait après la tenue du camp de formation.

Ateliers du camp de formation :

- Histoire du mouvement étudiant (François Ballargeon)
- Le système des prêts et bourses système de reproduction des inégalités sociales (Marie-Michèle Whitlock)
- Le réseau collégial (Héloïse Moysan-Lapointe)
- Moyens de pression (Benoît Lacoursière)
- Femmes et féministes (Blandine Juchs Julie Deschenaux)
- S'organiser dans nos associations étudiantes (Julie Lachance)
- Partenariat-Public-Privé (PPP)

Logistique : Le lieu était un très bel endroit très approprié pour l'événement. Cette fois-ci cela a été dispendieux car nous n'avions pas réussi à récolter les confirmations d'avance, donc la réservation ne correspondait pas au nombre réel de participants et participantes ainsi qu'au nombre de repas consommés.

Recommandations :

- Si la tenue du camp de formation est très tôt dans la session, s'assurer beaucoup plus d'avance que le Comité formation et/ou Conseil exécutif et/ou Conseil InterRégional (CIR) sera prêt pour le travail.
- Produire divers documents de base pour soutenir les ateliers (ce qui permettrait de ne pas recommencer à zéro le travail de recherches.)
- Faire un suivi avec les participants et participantes pour leur appréciation et offrir des formations aux associations locales.
- Faire un suivi avec les associations locales pour approfondir les formations.

Congrès

Une des avancées principales face aux Congrès de la dernière session (automne 2004) est le respect des mandats d'assemblées générales et la préparation des membres. Jamais les membres ne furent aussi préparés; plusieurs propositions furent amenées par 3 associations membres et presque toutes les associations étudiantes avaient des mandats d'assemblées générales qui appuyaient leurs votes.

Congrès extraordinaire du 28 août 2004

Lors du Congrès extraordinaire du 28 août, 6 associations membres y participèrent et 10 associations non-membres y participèrent pour un total de 37 personnes.

Mandats exécutés :

- Élaboration et invitation à diffuser un projet de plate-forme.
- Campagne de mobilisation sur les prêts et bourses visant les bureaux de l'Aide Financière aux Études en utilisant les formulaires de plaintes comme outil de mobilisation.
- Campagne préventive sur la question du réseau public d'enseignement collégial.
- Invitation à ce que, pendant le mois de septembre, les associations locales prennent position sur les revendications et le plan d'action.
- Préparer un camp de formation pour les 10, 11 et 12 septembre 2004.

- Appel à participer aux mobilisations des 13 et 14 octobre en opposition au Forum national.
- Que l'ASSÉ, pour l'année à venir, n'exclue aucun moyen afin de renverser les coupures et les réformes aux prêts et bourses et pour réaliser la conversion des prêts en bourses. Que le Congrès des 25 et 26 septembre 2004 lance un ultimatum au gouvernement et qu'un Congrès sur le thème bilan des mobilisations et perspectives de grève soit organisé au plus tard le 24 octobre 2004.
- Que l'ASSÉ appuie la manifestation pro-choix du 3 octobre 2004.
- Que les associations universitaires appuient les associations collégiales s'il y a une lutte à mener sur la refonte du réseau collégial.

Mandat non exécuté :

- Que les associations locales tiennent des journées d'études sur l'offensive libérale entre les 4 et 14 octobre 2004.

Congrès ordinaire des 25 et 26 septembre 2004

Lors du deuxième Congrès, 6 associations membres et 2 associations non-membres y participèrent pour un total de 26 personnes.

Mandats exécutés :

- Qu'il y ait un point *Femmes* de préparé dans chaque instance.
- Un communiqué pour appuyer les actions du 3 octobre 2004.
- Que l'ASSÉ étudie les possibilités de tenir un Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat à la session d'hiver 2005.
- Qu'un communiqué soit largement répandu pour annoncer l'ultimatum adopté à ce Congrès.
- Qu'une manifestation soit organisée le 14 octobre 2004 à 12h à Saint-Augustin-de-Desmaures.
- Que le 19 novembre soit une journée nationale d'actions.
- Dans le cas de la désaffiliation de CSU que le Conseil exécutif amène une proposition de modifications aux prévisions budgétaires 2004-2005 à la baisse pour le Congrès de janvier 2005

Mandats non-exécutés :

- Comblent les postes vacants sur le Comité femmes de l'ASSÉ.
- Campagne contre la marchandisation du corps de la femme (collants et affiches).

- Qu'une page *Femmes* soit créée sur le site internet de l'ASSÉ.
- Que du matériel d'information féministe et pro-féministe soit mis à la disposition des membres.
- Que soit élaboré une position envers le congrès masculiniste d'ici le prochain Congrès régulier de l'ASSÉ.
- Invitation à ce que les associations locales prennent des positions contre les plans de réussite.
- Que des Comités femmes locaux soient créés afin d'organiser des événements pour le 8 mars 2005.
- Que au local un point *Femmes* soit rajouté aux assemblées générales afin d'actualiser leurs revendications et préparer un plan d'action avec un suivi.
- Communiqué pour dénoncer les positions de la Fédération des cégeps sur le démantèlement du réseau collégial

Congrès ordinaire du 24 octobre 2004

Lors de ce Congrès, 6 associations membres et 12 associations non-membres y participèrent pour un total de 43 personnes.

Mandats exécutés :

- Trouver des militantes et militants pour remplir les comités.
- Former des comités de mobilisation efficaces.
- Que soit produit un journal sur la grève à la rentrée.
- Invitation à tenir des actions locales et régionales en appui à l'Ultimatum d'ici la grève.
- L'organisation d'une manifestation pour le 19 novembre.

Mandats non-exécutés :

- Diffuser un journal spécial « rapport de force et syndicalisme de combat » pour le 19 novembre.
- Qu'un Congrès ait lieu le 27 novembre afin de procéder aux élections, de prévoir un camp de formation et un Congrès pour la rentrée. Qu'après ce Congrès une journée de formation ait lieu.

PLAN D'ACTION

Occupation du 8 décembre

Le 8 décembre eut lieu une occupation des bureaux de Pierre Reid à Magog qui commença vers 10h et se termina vers 22h. Une quinzaine de personnes de Montréal et de Sherbrooke ont participé à cette occupation, une douzaine ont occupé les bureaux et quelques personnes sont restées à l'extérieur afin d'assurer un support et un contact avec les gens à l'intérieur. Les exigences des occupants et des occupantes étaient que le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, se prononce publiquement face à l'ultimatum de l'ASSÉ. La seule réponse obtenue fut celle de l'attachée de presse de Pierre Reid qui déclara que celui-ci n'allait pas changer son opinion face à ce dossier. La visibilité médiatique fut tout de même positive. Plusieurs associations étudiantes et organismes communautaires appuyèrent l'action.

Les occupants et les occupantes décidèrent de sortir pour plusieurs raisons : la menace de voir s'accumuler les charges contre eux et elles, le fait que cette action était une action symbolique (de fin de session) et le manque d'équipement pour pouvoir prolonger l'occupation.

En conclusion, même si cette occupation était définie d'avance comme une occupation symbolique, nous dirions que pour une occupation plus fructueuse nous aurions dû avoir une vraie manifestation d'appui et de l'équipement pour pouvoir tenir plusieurs jours.

Manifestation du 14 octobre 2004

Organisée au Campus Notre-Dame-de-Foy près de Québec pendant la semaine de relâche de plusieurs cégeps, la manifestation du 14 octobre 2004, à l'occasion du Forum des Générations, a regroupé quelque 400 militantes et militants de partout au Québec. Les principales associations étudiantes qui ont participé sont celles de Sherbrooke, de la faculté des Sciences Humaines de l'UQÀM, de Saint-Laurent, de Drummondville, de St-Jérôme et du Vieux-Montréal en plus des quelques personnes de Québec qui se sont déplacées pour l'occasion.

La manifestation a certainement été réussie sur deux plans : la perturbation du Forum des Générations et l'impact médiatique. En effet, la manifestation a perturbé la

séance et plusieurs délégué-e-s ont été forcé-e-s de la traverser avant de rejoindre leur voiture. De plus, la couverture médiatique a été un succès puisque plusieurs articles sont parus dans les journaux le lendemain, de nombreuses entrevues ont été faites et l'ultimatum de l'ASSÉ lancé au gouvernement a été lu en directe à RDI. L'absence de volonté du gouvernement d'écouter nos revendications a aussi été prouvée lors de cet événement, justifiant la poursuite de notre lutte.

Manifestation du 19 novembre 2004

Organisée à l'occasion de la tenue du Congrès du Parti Libéral du Québec, la manifestation du 19 novembre a attiré un bon nombre de militants et militantes. Un peu plus de 1000 personnes ont participé à l'événement, dont plusieurs provenaient d'associations étudiantes non-membres. Les principales associations étudiantes qui ont participé sont celles de Sherbrooke, de l'UQÀM, de Saint-Laurent, de Lionel-Groulx, de Drummondville, de l'Université de Montréal, du Vieux-Montréal, de Shawinigan, de Saint-Jérôme, de l'Université Laval, de François-Xavier Garneau, de Sainte-Foy et de Lévis-Lauzon. Notons aussi que plusieurs de ces associations avaient voté une levée de cours pour l'occasion, en plus du Cégep du Vieux-Montréal qui était occupé par les militantes et militants et qui a servi de lieu de rassemblement et de repos.

La manifestation s'est en général très bien déroulée, excepté la mauvaise organisation des autobus pour le retour. L'imposante présence policière n'a pas empêché les manifestants et manifestantes de chanter et crier leurs revendications et de déambuler dans les rues qu'elles et ils désiraient, ce qui donna lieu à une marche très animée. La fin de la manifestation ayant lieu au point de rassemblement appelé par la CLAC (Convergence des Luttes Anti-Capitaliste), l'ASSÉ a montré sa solidarité avec ce groupe militant important à Montréal. Malheureusement, la manifestation organisée par ce groupe s'est terminée par de nombreuses remises de constats d'infractions. Des procédures de contestation sont présentement en cours.

La couverture médiatique de cette manifestation fut, elle aussi, réussie puisque, le lendemain, la plupart des journaux en faisaient mention, bien que peu de nos revendications étaient nommées. Il y a aussi eu une entrevue diffusée en directe à RDI, juste avant le départ.

Matériel d'information

Pour faire un court bilan du matériel d'information de la session passée, nous pouvons dire qu'il fut presque toujours en retard (l'affiche du 19 novembre fut imprimée quelques jours avant la manifestation...) Ce qui eut comme conséquences une mauvaise distribution ainsi qu'un matériel peu efficace et gaspillé (il reste plusieurs centaines d'affiches du 19 novembre et du 14 octobre.) Donc, ce fut un simple manque d'organisation qui diminua l'efficacité de la mobilisation et nous a fait perdre beaucoup d'argent.

Recensement du matériel d'info qui fut produit :

- Tract sur la décentralisation des cégeps.
- Tract « Questions et réponses sur la grève générale illimitée ».
- Affiche « Contre les coupures de 103 millions à l'Aide financière aux études. Pour la conversion des prêts en bourses. »
- Affiche pour la manifestation du 19 novembre.
- Tract pour la manifestation du 19 novembre.
- Affiche pour la manifestation du 14 octobre.
- Recueil sur l'histoire du mouvement étudiant québécois.
- Formulaire de plaintes envers le régime des prêts et bourses.
- Tract sur les 103 millions de coupures dans l'Aide financière aux études.
- *Ultimatum express* de la rentrée.
- 2 *Ultimatum* réguliers.

INTERNE

Matane

L'Association Étudiante du Cégep de Matane (AECM) a participé au Congrès des 25 et 26 septembre 2004 à Sherbrooke (3 personnes) ainsi qu'au camp de formation (3 personnes) au cours de la dernière session. Malheureusement, les militants et militantes ont eu de la difficulté à avoir quorum lors de leurs assemblées générales. Leur dernière assemblée a d'ailleurs perdu le quorum avant l'adoption du plan d'action de l'ASSÉ. L'ultimatum n'a pas, lui non plus, été adopté dans une assemblée générale. Avec la distance, il fut difficile pour eux et elles de participer aux actions du plan d'action et de se déplacer pour les autres instances de la session.

St-Laurent

L'Association Étudiante du Cégep de St-Laurent (AECSL) a, lors de la dernière session, finalement signé l'entente de services si longuement négociée avec leur administration. Manifestement moins occupée par les dossiers internes, la participation de ses membres a été très active au sein de l'ASSÉ pendant la session d'automne 2004. Ils et elles ont amené de nombreuses propositions en Congrès, propositions émanant d'ailleurs de leurs assemblées générales, et ont eu une présence assidue aux différentes instances. Elles et ils ont adopté, en assemblée générale, l'ultimatum, le plan d'action ainsi qu'une proposition pour la grève à l'hiver.

Lors des manifestations du 14 octobre et du 19 novembre, plusieurs personnes du Cégep de St-Laurent ont participé. De plus, ils et elles ont organisé une semaine sur la condition étudiante au début du mois d'octobre pendant laquelle il y a eu des débats et l'installation de postes de péages pour dénoncer la marchandisation de l'éducation. Tout au long de la session, elles et ils ont eu de la difficulté à trouver des militants et militantes pour combler les postes à l'exécutif, mais le tout s'est réglé à la toute fin de la session et les nouveaux et nouvelles sont motivé-e-s pour la grève cet hiver.

Lionel-Groulx

Nous étions tous et toutes bien contents et contentes de revoir la bannière de l'Association Générale des Étudiantes et Étudiants du Collège de Lionel-Groulx (AGEECLG) à la manifestation du 19 novembre. Tout au long de la session, l'exécutif a été constitué de très peu de personnes, ce qui a fait en sorte que leur participation fut inexistante aux congrès, au camp de formation ainsi qu'à la manifestation du 14 octobre. Ils et elles ont tenu qu'une assemblée générale qui n'a malheureusement pas atteint le quorum. Malgré cela, plus de 200 personnes ont pu discuter et recevoir de l'information sur la conjoncture politique pour finalement demander la tenue d'un référendum pour une levée de cours le 19 novembre. De là découle leur bonne participation à cette manifestation puisque le référendum eut des résultats positifs.

Somme toute, ils et elles semblent bien motivé-e-s pour la présente session puisqu'il est prévu d'adopter, lors d'une assemblée générale au début de la session, l'ultimatum ainsi qu'une proposition de tenir une assemblée générale de grève. Par contre, un problème majeur avec l'administration n'est pas encore réglé. En effet, depuis 3 ans, plusieurs étudiantes et étudiants n'auraient pas payé leurs frais d'admission, selon

l'administration, celle-ci demande donc à l'association étudiante de lui remettre les cotisations de ces personnes. Puisque cette somme représente environ 20 000 \$, donc un très gros problème pour l'association étudiante, il faudra suivre ce dossier de près.

Sherbrooke

En général, l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS) a eu une très bonne session. La participation de ses membres aux instances et actions de l'ASSÉ a été nombreuse et active tout au cours de la session. Notons aussi leur participation particulière aux Comités et aux réunions élargies du Conseil exécutif de l'ASSÉ, réunions qui ont eu lieu durant les vacances d'hiver, et qui ont permis au Conseil exécutif de l'ASSÉ de les consulter plus particulièrement sur la préparation du présent Congrès. Ils et elles ont aussi fait revivre le Conseil d'Action Solidaire du Sud-Est Étudiant (CASSEÉ) et ont été nombreux et nombreuses lors de l'occupation du 8 décembre dernier.

Au local, ils et elles ont organisé un bidonville étudiant pour démontrer la pauvreté dans laquelle le gouvernement fait vivre la population étudiante, activité qui a duré une semaine. De plus, trois assemblées générales ont été tenues, avec pour participation respective, 550, 300 et 750 personnes. Ces assemblées générales ont notamment voté un plan d'action, l'ultimatum, une proposition de grève générale illimitée pour l'hiver 2005 ainsi qu'une journée de grève pour la manifestation du 19 novembre. Notons finalement que le comité de mobilisation du Collège a été actif tout au long de la session et a tenu des réunions avec, au plus fort de la mobilisation, 40 personnes.

Drummondville

Malgré le fait que l'Association Générale Étudiante du Cégep de Drummondville (AGECD) n'ait participé qu'au Congrès des 25 et 26 septembre 2004 et au camp de formation, il reste que ses membres ont participé au plan d'action et qu'il et elles ont adopté l'ultimatum, quoique pas dans son intégralité. Ils et elles comptent cependant adopter l'intégralité de l'ultimatum ainsi qu'une proposition pour convoquer une assemblée générale de grève au tout début de cette session. Avec l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke, Drummondville a fait revivre le CASSEÉ, ce qui les aidera certainement à s'impliquer davantage dans les structures de l'ASSÉ pour la session qui s'amorce.

Sociologie, Université de Montréal

Depuis leur assemblée générale à la mi-session pour l'élection d'un nouvel exécutif, le Regroupement des Étudiantes et Étudiants de sociologie de l'Université de Montréal (RÉÉSUM) a repris du poil de la bête. Le représentant aux affaires externes a participé au dernier Congrès ainsi qu'au comité *ad hoc* pour la manifestation du 19 novembre. De plus, il y a eu une action lors de la venue du Premier ministre Jean Charest à l'Université de Montréal. Les militantes et militants de l'université ont participé à la manifestation du 19 novembre.

Histoire, Université de Montréal

L'Association Étudiante d'Histoire de l'Université de Montréal (AÉHUM) a, lors de la dernière session, participé au Congrès des 25 et 26 septembre au Collège de Sherbrooke. Leur première assemblée générale a adopté les revendications votées en Congrès, mais n'a pas adopté le plan d'action. Comme pour le département de sociologie, il y a eu une action lors de la venue du Premier ministre Jean Charest à l'Université de Montréal et les militantes et militants de l'université ont participé à la manifestation du 19 novembre.

AEMSP-UQÀM

Les militantes et militants de l'Association Étudiante du Module de Science Politique de l'UQÀM (AEMSP-UQÀM) ont été très actifs et actives au cours de la dernière session. En plus d'avoir participé à toutes les instances, d'être membre actif du CRAM et d'avoir participé aux actions, ils et elles ont initié un mouvement qui fut visible aux différentes manifestations : L'action ROSE. Par contre, il fut difficile d'entretenir des liens avec l'exécutif de l'association, d'autant plus que ces dernier et dernières n'ont jamais fait acte de présence lors des Congrès.

L'association a tenu un bon nombre d'assemblées générales pendant la session d'automne qui ont soulevé de nombreux débats. Entre autres, trois d'entre elles ont remis en question l'affiliation à l'ASSÉ. Après plusieurs débats et deux semaines de campagne, plus de 66 % des membres d'une assemblée générale populeuse se sont positionnés pour demeurer membre de l'ASSÉ. Les autres assemblées générales ont voté une charte, des levées de cours pour les 13 et 14 octobre ainsi que pour le 10 novembre et un mandat de principe pour la grève générale illimitée à la session d'hiver 2005, avec un plancher de 8

associations et 15 000 étudiants et étudiantes. Cette dernière proposition fut adoptée avec une majorité de 90 % en faveur de la grève au cours d'une assemblée générale d'environ deux cents personnes. Le comité de mobilisation de l'UQÀM, en partie formé par des membres de l'AEMSP, a de plus organisé un bed-in et des conférences le 13 octobre, une marche funèbre pour la rebaptisation du bureau des prêts et bourses en bureau de l'endettement et des postes de péages à l'entrée de l'Université pour dénoncer la marchandisation de l'éducation.

AFESH-UQÀM

L'Association Facultaire Étudiante des Sciences Humaines de l'UQÀM (AFESH-UQÀM) a, elle aussi, été très dynamique pendant la session d'automne 2004. Ses membres ont participé activement aux Congrès, au camp de formation, au CRAM, aux comités ainsi qu'aux réunions élargies du Conseil exécutif de l'ASSÉ, réunions qui ont eu lieu durant les vacances d'hiver, aidant ainsi grandement au travail de coordination. Leur place a aussi été très importante dans l'organisation et la participation des différentes actions du plan d'action.

Au local, 3 assemblées générales ont été tenues et elles se sont positionnées pour la grève, l'ultimatum et le plan d'action de l'ASSÉ. Le comité de mobilisation de l'UQÀM, en bonne partie formé par des membres de l'AFESH, a de plus organisé un bed-in et des conférences le 13 octobre, une marche funèbre pour la rebaptisation du bureau des prêts et bourses en bureau de l'endettement et des postes de péages à l'entrée de l'Université pour dénoncer la marchandisation de l'éducation.

Concordia Student Union

Depuis le début de la session d'automne 2004, il a été difficile d'avoir des contacts avec l'exécutif de la Concordia Student Union. D'ailleurs, la représentante aux affaires externes n'a été présente qu'au Congrès extraordinaire du 28 août. Très rapidement dans la session nous avons été informé-e-s de la volonté de l'exécutif de faire un référendum de désaffiliation, mais, les contacts étant périlleux, nous avons eu les dates et modalités du référendum très peu de temps avant la tenue de ce dernier. Depuis que nous avons été mis au courant des intentions de l'exécutif, nous avons appelé, par des réseaux de militants et de militantes à Concordia, à des réunions sur le sujet. Malheureusement, il fut également très fastidieux de rencontrer d'autres militants et militantes. Nous avons toutefois gardé de bons contacts avec deux militantes prêtes à

nous aider. Leur aide fut précieuse lorsque vint le temps de former le comité pour l'ASSÉ.

Au cours de la campagne, nous avons distribué une bonne quantité d'information sur le campus. Des équipes de distribution de tracts ont été sur place pratiquement à tous les jours de la campagne. Par contre, il fut très difficile d'afficher sur le campus puisque les communications avec l'exécutif et le comité référendaire n'étaient pas très bonnes, ces derniers étant ouvertement du côté de la FEUQ. Cette campagne nous a tout de même permis d'informer la population étudiante de Concordia sur l'existence de l'ASSÉ et les luttes qu'elle mène. Elle nous a aussi permis de renforcer nos liens avec la Fédération Canadienne des Étudiantes et Étudiants-section Québec (FCEE-Q), dont Concordia est aussi membre. Notons que les personnes travaillant à la FCEE-Q nous ont énormément aidé-e-s dans la production et la traduction du matériel d'information ayant servi pour la campagne.

Malheureusement, selon les résultats, nous avons perdu le référendum, mais de manière très serrée. Toutefois, certaines personnes de Concordia travaillent à contester cette consultation entre autres parce que les questions figurant sur les bulletins de vote ont été modifiées par rapport à celles qui ont été votées au *Council*, instance responsable des modalités du référendum.

EXTERNE

Participation des non membres

Tout au long de la session, plusieurs associations non-membres ont participé de près ou de loin au travail de l'ASSÉ. Le Congrès *Bilan des mobilisations et perspectives de grève* du 24 octobre a entre autres été l'occasion de réunir plusieurs associations étudiantes du Québec pour leur faire part de notre objectif pour la session d'hiver : La grève générale illimitée. Les associations étudiantes des Cégeps de Sainte-Foy, François-Xavier Garneau, Vieux-Montréal, Bois-de-Boulogne, Montmorency, Rimouski, La Pocatière, Maisonneuve et St-Jérôme ainsi que celle de Science Politique à l'Université Laval étaient présentes à ce Congrès. Plusieurs de ces associations participent d'ailleurs activement au CRAM (Conseil Régional de l'ASSÉ à Montréal), pour celles qui sont dans la région.

En plus de participer au Congrès, plusieurs associations étudiantes ont adopté le plan d'action et/ou l'ultimatum de l'ASSÉ. Les associations étudiantes de Limoilou, St-Jérôme, François-Xavier Garneau, Bois-de-Boulogne, Vieux Montréal, Chicoutimi et Lévis-Lauzon se sont montrées solidaires de nos positions en les adoptant dans différentes instances. Nous avons d'ailleurs maintenu, tout au long de la session, de bons contacts avec associations étudiantes.

La manifestation du 19 novembre a aussi été un événement auquel plusieurs associations non-membres de l'ASSÉ ont participé en grand nombre. Elles ont montré, encore une fois, leur solidarité avec notre organisation et surtout avec les revendications que nous défendons.

Bref, tout au long de la dernière session, nous avons entretenu de bons liens avec plusieurs associations non-membres et les positions que nous avons adoptées ont su les rallier.

Perspectives d'affiliations

Lors de la session dernière, l'Association Étudiante du Cégep de St-Jérôme s'est montrée particulièrement intéressée à affilier à l'ASSÉ. Elle a d'ailleurs tenu une assemblée générale d'information sur l'ASSÉ et a déjà prévu des dates pour la consultation de ses membres au sujet de l'affiliation pour la session d'hiver 2005. Nous avons travaillé avec ses membres tout au long de la session et travaillerons encore avec eux et elles pour l'affiliation cet hiver.

L'impact médiatique

Lors de la diffusion des communiqués et lors des manifestations organisées, nous avons contacté les différents médias du Québec. Nous avons d'ailleurs été appelés à faire de bonnes entrevues de fond avec les radios communautaires de Montréal (CIBL, CISM et CKAC). En général, nous avons réussi à faire de bons contacts avec les médias d'information plus connus, surtout avec *Le Devoir* et RDI. Par exemple, lors de la manifestation du 14 octobre, notre ultimatum a été lu en direct sur RDI. Nous avons donné aussi de nombreuses entrevues qui, bien qu'elles passent davantage inaperçues puisqu'elles se font avec de petits médias locaux, rejoignent tout de même un nombre de personnes qu'on ne peut pas négliger. Bref, l'ASSÉ a été beaucoup citée lors des manifestations qu'elle a organisées au courant de la session et les autres sorties

médiatiques ont dans l'ensemble été réussies (retour du Congrès *Bilan des mobilisations et perspectives de grève*, occupation du 8 décembre, etc.), excepté pour la sortie de l'ultimatum, le 27 septembre 2004. Les contacts avec les journalistes deviennent meilleurs à chaque sortie médiatique et nous avons bon espoir que le travail médiatique qui nous attend cette session en sera grandement amélioré.

Les contacts avec les mouvements sociaux

Bien que les contacts avec les autres mouvements sociaux n'aient pas été la priorité du travail du Conseil exécutif lors de la session d'automne 2004, quelques liens se sont tout de même formés.

D'abord, nous avons montré notre solidarité avec la Convergence des Luttes Anti-Capitaliste (CLAC) lors de la manifestation du 19 novembre 2004, à l'occasion du Congrès du Parti Libéral du Québec. Plusieurs personnes participant à la manifestation appelée par l'ASSÉ ont ensuite joint celle organisée par la CLAC puisque l'invitation avait été lancée. Pour le même événement, le jour suivant cette manifestation, l'ASSÉ a été invitée à parler lors du rassemblement organisé par la *Coalition J'ai jamais voté pour ça*, réunissant plusieurs syndicats et groupes communautaires au Québec. Malheureusement, nous n'avons pas participé régulièrement aux réunions de cette coalition pendant l'année.

Bilan du Comité femmes de l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)

Par Émilie Robidas, externe de l'AECS et membre du Comité femmes

La petite histoire

Au tout début de la session d'automne 2004, il y a eu une rencontre de femmes motivées à partir un comité visant à défendre un peu plus le droit des femmes dans toutes les structures de la société et aussi dans celles de l'association étudiante. Cela faisait un peu plus de 4 ans que les femmes du Collège de Sherbrooke n'avaient pas formé un comité pour défendre et revendiquer leurs droits.

À la première réunion, nous avons eu une petite explication du féminisme, du patriarcat et aussi des différentes formes de féminisme. Ce qui nous a permis de savoir vers quoi nous nous alignions pour la session. Nous avons adopté une plate-forme (voir page 34) et un plan d'action pour toute l'année, la plate-forme nous aidant à avoir une base pour nos revendications et aussi pour nos actions.

Ce que le Comité femmes a fait à l'automne 2004

Pour débiter, nous avons participé à l'action du 3 octobre visant à défendre le droit à l'avortement, en opposition aux personnes de pro-vie. Cette action était de faire une occupation de terrain à Montréal en face d'un des bureaux de médecin qui pratique l'avortement.

Par la suite nous avons discuté d'actions à faire ultérieurement, tel que l'organisation de cours d'autodéfense pour les femmes, donnée par une femme et seulement pour les femmes, ensuite d'organiser une assemblée générale au mois de mars en particulier pendant la semaine des femmes, le 8 mars.

Des actions

Le Comité femmes a organisé un kiosque pour faire la promotion du matériel d'information que le Comité femmes a fait, cela était pendant le lancement de Lamento, un groupe de diffusion alternatif, et le spectacle de STRING PUPETT. Ce kiosque a très bien fonctionné.

Donc pour la présente session nous risquons d'avoir beaucoup plus de projets comme la réalisation d'une assemblée générale femmes avec toutes les femmes du Collège et aussi nous allons devoir nous attaquer à quelque chose de gros tel que le congrès masculiniste qui se tiendra à Montréal au mois de mai.

Sur ce, en route vers la grève!

Mission plate-forme du Comité femmes de l'AÉCS

Le Comité femmes enjoint,

- La féminisation à l'oral et à l'écrit dans toutes les institutions d'éducation;
- La présence de garderies dans tous les établissements d'enseignement post-secondaire;
- L'ajustement des heures d'ouverture de ces garderies avec les heures de cours;
- L'implantation de pouponnières pour les enfants de 0 à 2 ans;
- L'ajustement des prêts et bourses accordés aux mères et pères étudiants aux frais réels que représente la charge d'un ou plusieurs enfants;
- Le développement et l'implantation de départements d'études féministes et ce, à tous les cycles de l'éducation post-secondaire;
- L'égalité inconditionnelle des sexes et dénonce les stéréotypes féminins et masculins valorisés par la société occidentale. Le Comité femmes s'oppose aux concepts de la femme-objet, du patriarcat et de tout autre concept réducteur.

1. Nous sommes des femmes étudiantes regroupées pour lutter contre le patriarcat et le capitalisme et contre leurs effets oppresseurs qui se répercutent sur toutes les sphères de la vie des femmes.

2. Notre groupe est non-mixte.

3. Nous sommes contre toute forme de discrimination raciste, sexiste, économique, politique, idéologique, religieuse et par rapport à l'orientation sexuelle.

4. Nous sommes contre la hiérarchisation et pour le fonctionnement en collectivité.

5. Nous sommes pour l'équité salariale et contre l'appauvrissement des femmes sous toutes ses formes.

- 6.** Nous sommes pour le militantisme et la lutte au changement social.
- 7.** Nous sommes pour la différence, l'imagination et la créativité.
- 8.** Nous sommes pour des planchers d'employabilité en faveur des femmes dans les métiers non-traditionnels.
- 9.** Nous sommes contre toute forme d'exploitation des femmes dans toutes les sphères sociales.
- 10.** Nous sommes pour la liberté d'expression.
- 11.** Nous sommes contre la violence faite aux femmes et aux enfants sous toutes ses formes.
- 12.** Nous sommes pour le libre-choix à l'avortement.
- 13.** Nous sommes solidaires à toutes les femmes opprimées à travers le monde et à la cause féministe internationale.
- 14.** Nous sommes pour la féminisation et son enseignement dès l'école primaire, ainsi que son usage dans toutes les institutions.
- 15.** Nous sommes pour l'intégration de la cause féministe dans les revendications des mouvements de gauches.
- 16.** Nous sommes contre la publicité sexiste et contre le renforcement du patriarcat dans les *mass-médias*.

Bilan du Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM)

Par Martine Poulin, déléguée du CRAM

Afin de rédiger un bilan exhaustif et critique du travail accompli par le Conseil régional de l'ASSÉ à Montréal (CRAM), il est nécessaire de remonter le plus loin possible dans le temps. Il y a déjà un bon moment que cet exercice salutaire n'a pas été fait et il est d'autant plus pertinent de le faire aujourd'hui en raison du rôle que le CRAM sera appelé à jouer pendant la campagne de grève et subséquemment.

Depuis avril 2004, la situation du CRAM s'est améliorée. Ce qui semblait, à cette époque être une instance entre bonnes mains (la plupart des postes étant comblés) s'est pourtant rapidement transformée en réunions de discussions sans quorum. Ces rencontres n'ont toutefois pas été veines puisque quelques projets ont émergé, sans grands succès. Ainsi, une séance de distribution de tracts au centre-ville pour dénoncer le forum collégial a été organisée mais ne réussit à réunir qu'environ 7 personnes.

Les réunions sans quorum se sont par la suite succédées, permettant de créer des contacts entre les associations étudiantes. En novembre, le besoin d'action et d'organisation se faisant sentir, les associations régulièrement présentes au CRAM décident de prendre les choses en main. Une liste des membres actifs est établie en bonne et due forme, en se basant sur les présences des dernières rencontres¹. Suite à cette réorganisation, le CRAM s'est doté de deux délégué-e-s pour les Conseils InterRégionaux, puis d'un troisième délégué en janvier 2005. Toujours en janvier, trois signataires ont été élu-e-s et des prévisions budgétaires ont été adoptées. Enfin, un comité *ad hoc* chargé d'organiser des tournées de mobilisation pour la région a été élu (comité de mob-externe.)

Outre la consolidation du CRAM et son arrimage aux autres instances de l'ASSÉ, le CRAM s'est lancé dans l'organisation d'une journée de mobilisation mobile à travers Montréal. Armé-é-s de tracts et d'un autobus, les participantes et participants devaient faire la tournée de près d'une dizaine d'institutions d'enseignement. Les résultats de ce projet ont toutefois été décevants : trop peu de gens y ont participé, trop de tracts ont été produits et les coûts de la location de l'autobus et de la production du matériel ont été très élevés. Toutefois, la réalisation de la Mob-mobile a permis aux membres de travailler

¹ Sont considérés membres actifs : AEMSP-UQÀM, AGEBB, AECSL, AFESH-UQÀM, Libertad-AGECVM, SoGÉÉCoM.

concrètement ensemble pour mettre à terme un projet qui, en bout de ligne s'est avéré trop ambitieux.

Il faut toutefois tirer des conclusions de ces expériences. Si la Mob-mobile a été un échec, c'est en partie parce que le projet était trop imposant. Dans l'avenir, nous privilégierons le concept de mob-volantes qui nous permet de rester plus longtemps dans chaque CÉGEP/Université et d'entrer en contact avec les gens. La Mob-mobile a cependant été un échec en grande partie en raison du manque de participation. Or, ce problème est récurrent au sein du CRAM : il semble que nous aillions de la difficulté à réunir des militantes et des militants en dehors du petit groupe « d'initié-e-s » qui se présentent à chaque réunion. Faire la promotion des projets du CRAM au sein de nos comités de mobilisation respectifs serait sans doute une piste de solution.

Un autre des problèmes récurrent du CRAM est le manque de préparation pour les réunions. Prenons pour exemple le point *Femmes* qui se trouve toujours à l'ordre du jour mais qui n'est pratiquement jamais préparé. Prenons aussi exemple des prévisions budgétaires qui ont été souvent oubliées et qui ont été proposées dans l'urgence et sans trop de réflexion. Enfin, le CRAM a aussi un problème de communication, avec les instances de l'ASSÉ mais aussi avec les associations étudiantes en général. N'ayant pas de coordonnatrice ou de coordinateur officiel-le, les convocations sont faites par les membres à tour de rôle, avec plus ou moins de rigueur. De plus, il y a une mauvaise circulation des informations entre le CRAM et l'exécutif de l'ASSÉ.

Il y a toutefois bon espoir pour le CRAM qui s'organise de mieux en mieux et qui peut compter sur des membres fidèlement présents aux réunions et sur certaines forces plus actives. La réunion du 11 décembre sur le projet de coalition pour la grève est un bon exemple de ce que le CRAM peut accomplir. Pris au dépourvu par l'annulation de dernière minute d'un Congrès, le CRAM a réagi rapidement et efficacement. Cette réunion, qui a été somme toute un succès, considérant les limites de temps (2 semaines) et la période de l'année (fin de session et tempête de neige). Cette réunion a surtout permis d'amorcer un débat qui tardait à venir, tant au sein de l'ASSÉ que chez les associations indépendantes en général. Elle a aussi permis de faire un bon travail d'externe² afin de prendre le pouls des associations étudiantes du Québec sur la question de la grève générale illimitée.

² Le travail d'externe a été fait conjointement par des associations membres de l'ASSÉ et par des non-membres, ce qui facilitait parfois l'approche et montrait que la coopération était possible et souhaitable.

En résumé, le CRAM est une instance très active qui sera sans doute un outil essentiel pour une grève réussie. S'il est conscient de ses lacunes et sait apprendre de ces erreurs, le CRAM peut mettre à profit la volonté d'action de ses membres. Entre autres buts, le CRAM s'est fixé celui de réaliser des tournées de mob-volante. Il pourrait aussi se donner pour mission d'épauler une association autrefois active en son sein : celle du CÉGEP de Lionel-Groulx. Enfin, advenant une grève générale illimitée, le CRAM devra être assez actif pour préparer des actions régionales, tout en prenant contact avec les associations qui ne participent pas ou très peu à cette instance, afin de faire grandir le mouvement de grève par l'action.

Vers la grève!

**Bilan de l'Association Étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS)
pour la session automne 2004**

- Premières semaines suivant la rentrée : Distribution du journal de la rentrée de l'AÉCS (le seul qu'il y a eu de toute la session).
- Premières semaines suivant la rentrée : Tournées de classe dans les classes de première année de philosophie pour les informer de ce que sont l'AÉCS et son fonctionnement.
- 1^{er} septembre : Distribution de blé d'Inde lors du défi étudiant. Nous avons aussi fait remplir des formulaires de plainte face aux coupures qu'il y a eu dans l'Aide Financière aux Études.
- 7 septembre : Début du Comité femmes de l'AÉCS après une longue période d'inactivité
 - Lors de la première réunion, il y a eu une conférence sur le féminisme.
- 14 septembre : Kiosque pour l'assemblée générale du 15 septembre avec distribution de bouffe biologique du comité écologique et aussi de tracts du comité de mobilisation.
- Assemblée générale du 15 septembre (levée de cours) :
 - Environ 450 personnes étaient présentes.
 - Adoption du plan d'action interne et celui de l'ASSÉ (annexe 1).
- 21 septembre : Assemblée générale du Comité femmes non-mixte et adoption du plan d'action et de la mission plate-forme.
- 24, 25 et 26 septembre: L'AÉCS accueille le Congrès de l'ASSÉ.
- 27 septembre : Lancement de l'ultimatum de l'ASSÉ au gouvernement libéral.
- 3 octobre : Manifestation pro-choix à Montréal : 15-20 personnes de l'AÉCS étaient présentes.
 - Cela était plutôt une occupation de terrain organisée par les groupes féministes Cyprine et les Sorcières pour conscientiser la population du choix que les femmes font d'être mère ou pas.

- 4 octobre au 7 octobre: Bidonville : Construction « d'habitations » avec ateliers et conférences données sur les lieux par les professeur-e-s du Collège et des étudiant-e-s. Cela a fait un bon effet sur la population étudiante, cela a permis d'aller chercher beaucoup de monde et a permis d'augmenter les effectifs du comité de mobilisation et aussi de bien mobiliser pour la manifestation du 14 octobre.
- 5 octobre : Conférence de presse avec les syndicats présents au Collège (professeur-e-s, personnel-le-s de soutien, employé-e-s professionnel-le-s) pour discuter du démantèlement du réseau collégial, des partenariats public-privé (PPP) et de l'impact que cela a et aura sur la population étudiante et les gens travaillant au Collège.
- 6 octobre : Projection de films des Lucioles, un collectif de vidéastes engagé-e-s, avec bouffe du comité écologique. Cela était pour présenter les différents comités de l'AÉCS. Plusieurs présentations de films engagés et d'ateliers ont eu lieu au courant de la session dans le café blanche, souvent suivis de débats.
- 13 octobre : Bed-in d'une vingtaine de personnes, préparation pour la manifestation du 14 octobre, piquetage devant le Collège le matin du 14 octobre. Problème de communication dans la réservation des autobus.
- 13 octobre : Dépôt au CA (Conseil d'administration) d'une lettre commune de l'AÉCS avec les trois syndicats présents au Collège (professeur-e-s, personnel-le-s de soutien et employé-e-s professionnel-le-s) demandant à la Direction générale et au CA de renoncer à réclamer la décentralisation des collèges, de le faire savoir publiquement et de prendre en compte les positions de l'ensemble des groupes vivants au Collège.
- 14 octobre : Manifestation à St-Augustin-de-Desmaures : 70 personnes de l'AÉCS y participent.
 - Forum des Générations du PLQ suite aux forums de concertation régionaux.
 - Une arrestation d'un étudiant du Collège de Sherbrooke de Sherbrooke et un autre d'un militant de Québec.
 - Forte présence policière, environ 200 personnes se sont mobilisées pour ce rassemblement devant le campus Notre-Dame de Foy où se déroulait le Forum.
- 21 octobre : Assemblée générale « bilan des mobilisations et perspectives de grève ».

- 24 octobre : Congrès de l'ASSÉ et lancement de la campagne de grève générale illimitée.
- 29 octobre : Participation à la marche des zombies à Sherbrooke organisée par le Regroupement Autonome des Jeunes de Sherbrooke (RAJS), 100 personnes participent à cet événement original ayant pour but de se déguiser en zombies qui mangent les cerveaux des riches.
- Fin octobre : Une dizaine d'étudiant-e-s se déplacent à l'Université de Sherbrooke lors de la venue annoncée du ministre de l'Éducation Pierre Reid pour une conférence. Une cinquantaine de personnes au total, la plupart des étudiant-e-s à l'Université, ont tenté de bloquer l'entrée du stationnement principal de façon symbolique, ce qui a eu pour conséquence le désistement du ministre qui ne s'est jamais présenté.
- Début novembre : Rencontre à Magog entre le ministre Reid et les syndicats du Collège, dont l'AÉCS. Patinage politique et incident ont ponctué cette rencontre où Pierre Reid s'est fait aussi loquace et précis qu'un muet...
- 15 novembre : « Consultation » de la direction auprès des étudiant-e-s dans le cadre du plan stratégique de développement du Collège pour la période allant de 2004 à 2009. Divers sujets ont été abordés et les thèmes étaient pertinents, en espérant que cette consultation ne se fasse pas récupérer par les instances décisionnelles (Conseil d'administration), qui elles sont non démocratiques assurément.
- 16 novembre : Assemblée générale de grève d'une journée pour le 19 novembre afin de participer à la manifestation nationale de l'ASSÉ lors du Congrès du PLQ.
 - 750 personnes environ y assistent.
 - La proposition de grève a passé à 90%.
- 18 novembre : Bed-in pour fabriquer du matériel pour la manifestation du 19 novembre.
 - Une trentaine de personnes y participent.
- 19 novembre : Manifestations à Montréal (ASSÉ et CLAC) lors du Congrès du PLQ.
 - 200 personnes de l'AÉCS, 5 autobus en tout avec le RAJS et des étudiant-e-s de l'Université de Sherbrooke.
 - Plusieurs arrestations lors de la manifestation de la CLAC (172 arrestations), dont une quinzaine de personnes de Sherbrooke.

- 19 et 20 novembre : Participation au bed-in au Cégep du Vieux-Montréal.
- 15-20 personnes de Sherbrooke y participent.

- 20 novembre : Manifestation à Montréal du Réseau Vigilance, regroupant notamment des syndicats et des groupes communautaires.

- 19 novembre : Décès d'un camarade étudiant au Collège de Sherbrooke, Sébastien Roy-Lapointe, lors d'un accident de voiture sur l'autoroute 10 pendant son retour de la manifestation de l'ASSÉ.

- 30 novembre : Manifestation à Ottawa lors de la rencontre entre Bush et Martin.
 - Une quinzaine de personnes de l'AÉCS, du RAJS et de Solidarité Populaire Estrie (SPE) participent à la manifestation qui a rassemblé une dizaine de milliers de personnes en face du Parlement.

- Fin novembre : Une dizaine d'étudiant-e-s du Collège et de l'Université se sont présenté-e-s à l'entrée du centre professionnel 24-Juin pour recevoir Pierre Reid qui allait annoncer un projet de formation.

- Début décembre : Une dizaine de personnes étudiant au Collège parcourent les différents pavillons avec un cercueil symbolisant la mort des bourses. Une prière fût récitée devant le bureau de l'Aide Financière aux Études qui a été rebaptisé en bureau de l'endettement étudiant pour représenter sa réelle utilité...

- 8 décembre : Occupation des bureaux du ministre de l'Éducation Pierre Reid à Magog, dans le comté d'Orford.
 - 4 personnes de l'AÉCS, 4 de l'AFESH, une sympathisante de l'ASSÉ et étudiante à l'université de Sherbrooke et 3 non-étudiants participent à cette occupation.

- 11 décembre : Réunion élargie du CRAM pour discuter d'une éventuelle coalition indépendante, mais cela n'a pas fonctionné.

- Jours précédents l'assemblée générale du 15 décembre :
 - Tournées de classe de mobilisation sous une approche humoristique et burlesque avec des instruments de musique

- Tournées matinales en écrivant les modalités de l'AG sur les tableaux des classes.

Annexe 1 :

1. Plan d'Action 2004-2005 :

Interne :

- Il est proposé que soit adopté le plan d'action à l'interne, tel que déposé par le conseil exécutif :
 - o Semaine de lecture à l'automne : S'assurer de maintenir celle-ci pour les années à venir.
 - o Entente de services : Pour suivre les négociations avec le Collège.
 - o Retrait des Zoom-Médias : Poursuivre nos représentations auprès du Collège.
 - o Reconnaissance d'un statut particulier de l'AÉCS par la direction du Collège : Suivi du dossier.
 - o Opposition au plan de réussite : Réitérer nos griefs dans ce dossier
 - o Concessionnaires (ARAMARK, GGC) : Poursuivre la sensibilisation de nos membres face à l'intrusion du privé au Collège.
 - o Charte étudiante : Suivi du dossier.
 - o Accessibilité au Collège aux personnes à mobilité réduite : Suivi du dossier.

Externe :

Julie Lachance, de l'ASSÉ, demande un droit de parole à l'assemblée. L'assemblée le lui accorde. Elle présente le plan d'action à l'externe. Suite à cette présentation, il est proposé que soit adopté le plan d'action suivant à l'externe :

- o Soutenir la campagne de mobilisation face à la réforme annoncée du gouvernement Charest en éducation.
- o Faire signer les formulaires de plaintes concernant la réforme du programme des prêts et bourses.
- o Tenue d'un camp de formation de l'ASSÉ.
- o Tenue d'un Congrès de l'ASSÉ à Sherbrooke, les 25 et 26 septembre 2004.
- o Réaffirmer l'opposition au Forum national d'octobre 2004.
- o Tenir des journées d'études partout au Québec entre le 4 et le 14 octobre 2004.

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ)
Les 29 et 30 janvier 2005 au Cégep de Saint-Laurent

- Tout comme l'ASSÉ : N'exclure aucun moyen dans les actions de mobilisation entourant les dossiers des réformes annoncées du programme des prêts et bourses et des cégeps.
- Point *Femmes* : Appuyer la manif « Pro-choix » du 3 octobre 2004.

PRÉSENTATION DES FINANCES

Bien que la réflexion sur les finances soit sans cesse nécessaire au sein de l'organisation parce qu'elle reflète nos choix politiques, celle-ci est plus importante cette session, vu les changements importants auxquels nous devons probablement faire face. C'est pourquoi nous vous soumettons ce texte expliquant la réflexion qui nous a menés à faire la proposition de modification aux prévisions budgétaires 2004-2005, que vous retrouverez plus loin dans le cahier de Congrès (voir page 55) Nous vous demandons d'y porter une attention toute particulière puisqu'elle soulève des enjeux importants et déterminants pour l'ASSÉ.

Avant toute chose, il est cependant nécessaire de préciser pourquoi cette réflexion s'avère aujourd'hui aussi importante : la possibilité de perdre Concordia Student Union (CSU) comme membre de l'ASSÉ. Comme vous le savez, cette association a entamé un processus de désaffiliation à la dernière session. Nous avons activement participé à cette campagne et tenté, comme au tout début de la session, d'avoir de meilleurs contacts avec CSU. Avant la toute fin de la session, la consultation se termina et nous avons eu la confirmation que CSU se désaffiliait de l'ASSÉ. Par contre, certains étudiants et certaines étudiantes contestent en ce moment les résultats de cette consultation. C'est pour cette raison que nous ne pouvons pas encore s'assurer de la décision finale. Devant l'incertitude, nous nous devons toutefois de prévoir les conséquences de cette désaffiliation.

Les états financiers mi-annuels 2004-2005

Pour pouvoir effectuer une modification aux prévisions, il est d'abord important de bien scruter les dépenses effectuées jusqu'ici en les comparant avec les prévisions. Heureusement, la plupart des postes budgétaires ne dépassent pas 50 % des prévisions en date du 14 janvier 2005, ce qui nous permet de conclure que nous avons dépensé ce qui était prévu. Par contre, quelques postes budgétaires ne suivent pas cette tendance. Le poste budgétaire relié à la production de matériel d'information est à 52 % des prévisions adoptées. Ceci s'explique par la mauvaise planification de cette production. Nous avons maintenant un plan pour celle-ci, ce qui nous permettra de remédier à la situation. Pour ce qui est de l'*Ultimatum*, il faut simplement spécifier que le montant pour le dernier *Ultimatum* de grève est inclus dans les dépenses. Pour le budget des instances, il atteint aujourd'hui 84 %. Ce taux anormalement élevé est dû à plusieurs facteurs : nous avons fait un grand nombre d'instances, un des congrès n'a pas été chargé, jusqu'au mois de

novembre, 2 personnes sur l'exécutif restaient à Sherbrooke et depuis le mois de septembre, une personne de l'exécutif reste à Québec. Nous tentons également de diminuer les dépenses pour les réunions d'exécutif, notamment en nous préparant de la nourriture au lieu de la commander. Puis, pour ce qui est du poste Internet, le montant est plus important que prévu puisque les prévisions étaient basées sur l'ancien prix qui faisait partie d'une promotion. Par rapport au Matériel d'action, le poste budgétaire atteint 61 % puisque nous avons organisé deux importantes manifestations qui ont nécessité un système de son. Enfin, pour les dépenses reliées aux assurances, le montant pour l'ensemble de l'année financière a été payé. Bref, à part ces six postes budgétaires, les prévisions adoptées au dernier Congrès annuel semblent justes.

La prévision d'une baisse du budget annuel

Même si le départ de CSU des rangs de l'ASSÉ ne peut encore être confirmé, cette éventualité doit impérativement nous mener à une réflexion sur les finances de l'ASSÉ. Plusieurs scénarios sont à prévoir en ce début de session, scénarios qui nous obligent à réduire les prévisions budgétaires de l'année en cours, comme le Congrès des 25 et 26 septembre 2004 au Collège de Sherbrooke nous avait mandaté de faire.

Le premier scénario prévoit l'éventualité que CSU quitte l'ASSÉ, mais que les cotisations de l'année en cours (celles dans les prévisions) soient tout de même remises. Dans ce cas moins dramatique, il sera tout de même nécessaire que nous réduisions les prévisions pour éviter une trop importante baisse du budget pour la prochaine année. En se gardant un bon coussin, nous aurons plus d'un an pour remédier à la perte de CSU. Le deuxième scénario prévoit que, dans l'éventualité où elle désaffilie, CSU ne verserait plus le reste des cotisations prévues pour cette année, sans toutefois demander la part déjà versée pour la session d'hiver. En effet, au lieu de verser deux montants par année correspondants aux cotisations de chaque session, CSU verse environ 80 % de ses cotisations annuelles pendant la session d'automne, et le reste à l'hiver. Ce scénario créerait donc une baisse de 10 631,54 \$ de notre budget annuel, ce qui nous forcerait à réduire davantage les dépenses pour aussi se garder un coussin pour la prochaine année. Le troisième scénario prévoit que CSU nous demande de lui rembourser les cotisations versées à l'avance pour la session d'hiver 2005. Dans ce cas, nos prévisions de revenus diminueraient de 25 750,00 \$. Toutefois, nous croyons que le deuxième scénario est le plus plausible.

La modification des prévisions budgétaires

Par rapport à ces scénarios, nous avons prévu une révision des prévisions budgétaires. Cette révision a d'abord été effectuée par rapport aux dépenses déjà faites, réduisant de manière réaliste les sommes allouées aux différents postes. De plus, nous proposons de réduire drastiquement certaines dépenses, ce qui représente, certes, des sacrifices à faire, mais des sacrifices nécessaires pour éviter une trop grosse baisse du budget pour la prochaine année.

D'abord, nous proposons d'augmenter les prévisions de revenus reliées à la vente de matériel. Ce surplus pourra être réalisé en appliquant de manière stricte la politique du Comité journal quant à la vente du matériel aux non-membres. Nous proposons aussi d'augmenter les prévisions de revenus pour les instances, partant du principe que les instances seront plus populeuses cette année.

Malheureusement, nous prévoyons quelques hausses dans la prévision des dépenses. Premièrement, le poste budgétaire relié aux instances devrait selon nous être augmenté de 5600,00 \$ puisque 84 % des prévisions ont déjà été dépensées. Cet imprévu est essentiellement dû aux frais importants exigés pour le camp de formation, aux nombreux Congrès et au fait que les membres de l'exécutif sont dispersés dans trois villes différentes. Deuxièmement, le montant alloué à Internet devrait lui aussi être augmenté puisque les prévisions étaient basées sur le montant payé les six premiers mois, montant faisant partie d'une promotion qui n'est aujourd'hui plus en vigueur.

Selon les dépenses effectuées depuis le début de la session, nous prévoyons aussi des baisses de dépenses pour certains postes. D'abord, le montant alloué à la traduction diminuera nécessairement si la perte de CSU se confirme. Toutefois, certaines traductions pourront être effectuées par des gens près de nous. Nous proposons aussi de cesser d'accorder des subventions. Ensuite, nous suggérons de couper de moitié les budgets qui seraient attribués aux Conseils régionaux dans l'éventualité de la création du Conseil régional de l'Est et de la formation officielle du CASSEÉ puisque la moitié de l'année est déjà passée. Pour ce qui est du CRAM, le budget a été ainsi réduit puisque, étant donné qu'il disposait de 3152,66 \$ à la fin de la dernière année financière, il n'aurait besoin que de 847,34 \$ pour avoir un budget de 4000,00 \$ pour l'année. Pour ce qui est de la baisse du poste budgétaire des assurances, le montant a été diminué suite à l'obtention du montant exact de la facture. Comme nous l'avons spécifié plus haut, les

autres diminutions suggérées ont été effectuées en conséquence des dépenses effectives depuis le début de la session.

De plus, nous suggérons au Congrès de réfléchir particulièrement aux autres modifications proposées. Premièrement, nous proposons d'enlever 1500,00 \$ au budget de l'*Ultimatum*. Le budget restant permettra la parution d'un dernier numéro avec un tirage régulier. Deuxièmement, pour les budgets de l'*Ultimatum Express* et du matériel d'information, la diminution proposée nous forcerait à faire peu de copies, mais à faire davantage les photocopies au local. Pour le matériel d'information, le budget restant nous permettrait de faire une grande affiche à plusieurs copies en plus des photocopies déjà effectuées du matériel d'information fait pour la rentrée. Troisièmement, la baisse des prévisions budgétaires pour le poste Tournées/Représentation nous forcerait à suivre assidûment le cours de nos dépenses pour ce poste et à utiliser les moyens de transport les moins coûteux. Quatrièmement, la réduction du budget pour l'équipement est réaliste puisque nous avons de bonnes réserves de papier, élément assez important des dépenses. Cinquièmement, le montant alloué au poste Bell/Bell mobilité peut facilement être réduit si on prend en considération le fait que les téléavertisseurs sont déjà payés pour plusieurs mois. Finalement, pour CNW Telbec, la baisse nous permettra tout de même d'envoyer le même nombre de communiqués que la dernière session, mais nous ne pourrions toutefois faire de rappels.

Le bilan financier

Le bilan financier quant à lui représente l'avoir monétaire de l'ASSÉ. Le « solde réel », 37 937,75 \$, représente l'argent en banque une fois que sont encaissés tous les chèques émis jusqu'à présent par l'ASSÉ. À cela, on additionne le « compte de Concordia », 15 118,66 \$ (une partie des cotisations de CSU non encore encaissées par l'ASSÉ) ; les « comptes à recevoir », 1365,00 \$ (le montant des factures émises par l'ASSÉ qui ne lui ont pas encore été payées) ; les « cotisations à recevoir », 6 400,00 \$ (cotisations des membres non encore reçues par l'ASSÉ, automne 2003, hiver 2004 et automne 2004) ; les « cotisations à recevoir » pour la session en cours, 18 250,00 \$; les « cotisations à recevoir » de CSU pour cette session, 10 631,34 \$; le « Fonds Keepers », 290,00 \$ (la valeur du stock keepers achetés par l'ASSÉ et qui seront écoulés au prix coûtant) ; le « dépôt Communauto », 1030,00 \$ (dépôt qui sera remboursé à l'ASSÉ au moment de la fermeture de ce compte de location de voitures) ; le « dépôt camp Portneuf », 200,00 \$ (le dépôt pour le Congrès et la journée de formation des 27 et 28 novembre 2004 annulé, qui nous sera crédité que si nous faisons une autre réservation à

ce camp d'ici le 25 novembre 2005) ; enfin, le « compte du CRAM » 3008,27 \$ qui représente le montant du solde actuel de ce compte, solde qui nous sera remis à la fin de l'année financière, si elle n'est pas dépensée. C'est la somme sur laquelle l'ASSÉ peut compter d'ici la nouvelle entrée de cotisation à la prochaine session, en plus des revenus prévus pour la vente de matériel, les dons et les frais d'instances. Au 30 juin, l'avoir net représentera le fond à partir duquel il faudra financer nos activités d'ici à l'entrée des cotisations d'automne 2005 et sur lequel nous pourrions compter pour éponger la diminution drastique de nos revenus à la prochaine session. Avant la modification des prévisions budgétaires qui vous est ici présentée (voir page 55), le coussin sur lequel nous pouvions compter était de 42 993,72 \$, si les dépenses correspondaient avec les revenus à la fin de l'année financière. À la suite des modifications, toujours si les dépenses restent les mêmes que les prévisions (si CSU nous remet les cotisations prévues pour cette année financière malgré la désaffiliation), le coussin serait de 60 486,16 \$.

L'avenir financier de l'ASSÉ

Selon nous, ce coussin semble suffisant pour pallier à la perte de CSU pour la prochaine année, si on prend en considération, comme il a été expliqué plus haut, que les cotisations prévues de CSU ne nous soient pas entièrement versées. Dans l'éventualité que nos prévisions baissent de 10 631,54 \$, scénario que nous croyons le plus prévisible, les fonds économisés (60 486,16 \$) nous permettraient de ne pas voir le budget pour l'année 2005-2006 trop affecté par la perte de Concordia. Concrètement, si nous prévoyons que les cotisations de la prochaine année s'élèveront à environ 40 000,00 \$, nous aurions 49 854,62 \$ (60 486,16 \$ - 10 631,54 \$) de plus, ce qui nous permettrait de passer l'été avant de recevoir les cotisations de l'automne 2005. De cette manière, nous pourrions avoir un budget d'environ 70 000 \$ pour l'année, tout en se gardant 20 000 \$ pour passer l'été, avant l'entrée des cotisations de l'automne 2006. Ces 20 000 \$ seront alors disponibles pour aider le budget de l'année suivante (2006-2007), ce qui nous permettra d'éponger la perte de Concordia sur deux ans. Ce scénario évacue la possibilité d'affiliations puisque nous ne pouvons budgéter ce qui est incertain, mais il reste que des affiliations devront être envisagées, entre autres, pour éviter une trop importante différence de revenus.

Bref, pour que ceci soit possible, il faut faire des sacrifices dès cette année, comme il est suggéré dans les modifications, mais aussi de manière plus importante à la prochaine année. Il faut en ce sens prendre en note les postes budgétaires demandant le plus de dépenses, c'est-à-dire la permanence, l'information et la mobilisation. Pour cette

année, nous ne proposons pas auprès de la permanente en poste des modifications au contrat se terminant le 8 juin 2005. C'est pourquoi les modifications proposent de revoir certaines dépenses qui nous forcent à faire des choix difficiles. Par contre, la réflexion quant aux prévisions budgétaires de la prochaine année doit s'amorcer immédiatement, et il est clair qu'il faut dès maintenant remettre en question le poste de la permanence puisque celui-ci demande une bonne partie du budget. À cet effet, nous vous présentons des possibilités de subventions qui pourraient contribuer à garder le poste ouvert.

Quoi qu'il en soit, des choix importants doivent être faits et nous vous demandons dès aujourd'hui de commencer une réflexion par rapport aux finances de l'ASSÉ. Si nous ne voulons pas amputer la prochaine année et si nous désirons la survie de l'ASSÉ, nous devons nous pencher de manière sérieuse sur ces choix qui s'imposent. La proposition des modifications budgétaires amenées par l'exécutif est une solution émergeant d'une longue réflexion effectuée en Conseil exécutif élargi, mais elle n'est pas nécessairement la seule possible et nécessaire. Nous espérons que toutes les associations membres auront eu le temps, lors du Congrès, de se consulter en exécutif sur cette question et que la réflexion de continuera pour les prochaines prévisions budgétaires qui devront être bien différentes des dernières, si nous avons la confirmation que CSU n'est plus membre.

ÉTATS FINANCIERS MI-ANNUELS 2004-2005

Bilan cumulatif des revenus et dépenses au 14 janvier 2005

<u>Cumulatif</u>	<u>% des prévisions</u>	<u>Prévisions 2004-2005</u>
------------------	-------------------------	-----------------------------

Revenus

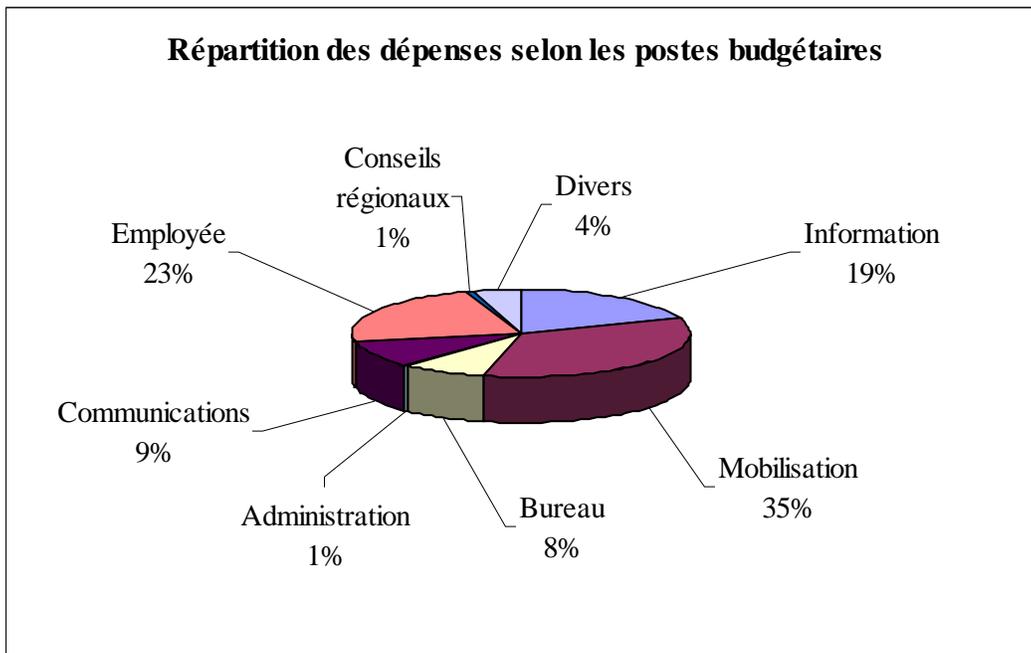
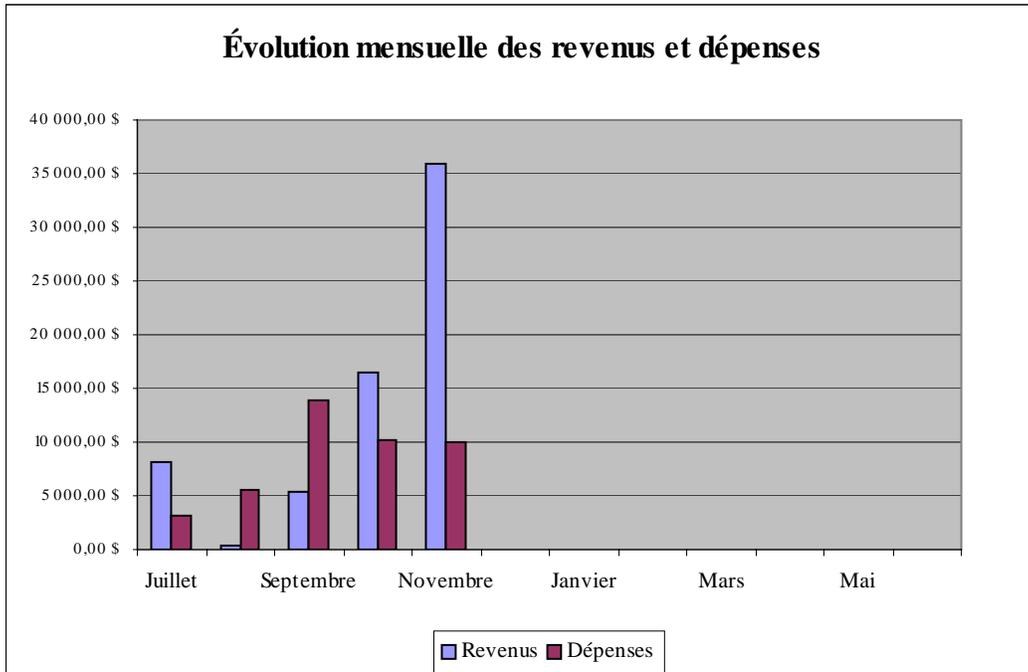
Cotisations	63 728,97 \$	65%	98 250,00 \$
Instances	1 895,00 \$	38%	5 000,00 \$
Vente de matériel	170,00 \$	34%	500,00 \$
Autres	647,93 \$		0,00 \$
Totaux	66 441,90 \$	64%	103 750,00 \$

Dépenses

Information	10 619,74 \$	56%	18 800,00 \$
Ultimatum	6 548,19 \$	65%	10 000,00 \$
Ultimatum express	459,64 \$	31%	1 500,00 \$
Matériel d'info.	2 714,41 \$	60%	4 500,00 \$
Traduction	690,00 \$	35%	2 000,00 \$
Documentation	207,50 \$	26%	800,00 \$
Mobilisation	18 655,20 \$	65%	28 500,00 \$
Instances	11 745,16 \$	84%	14 000,00 \$
Tournées/représentation	5 990,21 \$	46%	13 000,00 \$
Matériel/action	919,83 \$	61%	1 500,00 \$

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE)
Les 29 et 30 janvier 2005 au Cégep de Saint-Laurent

	<u>Cumulatif</u>	<u>% des prévisions</u>	<u>Prévisions 2004-2005</u>
Bureau	4 393,58 \$	58%	7 608,59 \$
Équipement	773,99 \$	39%	2 000,00 \$
Loyer	1 820,00 \$	61%	3 000,00 \$
Taxe/ville de Mtl	0,00 \$	0%	700,00 \$
Assurances	1 799,59 \$	94%	1 908,59 \$
Administration	296,20 \$	10%	3 000,00 \$
Vérifications comptables	0,00 \$	0%	2 500,00 \$
Frais de caisse	296,20 \$	59%	500,00 \$
Communication	5 133,69 \$	49%	10 550,00 \$
Bell/Bell mobilité	2 444,07 \$	44%	5 500,00 \$
CNW Telbec	1 796,49 \$	51%	3 500,00 \$
Poste	110,81 \$	16%	700,00 \$
Internet	782,32 \$	92%	850,00 \$
Employée	12 566,74 \$	57%	22 000,00 \$
Salaire	8 846,57 \$		
Gouv. du Québec	2 215,02 \$		
Gouv. du Canada	1 505,15 \$		
CSST	0,00 \$		
Conseils régionaux	419,84 \$	4%	10 000,00 \$
CRAM	419,84 \$	10%	4 000,00 \$
CASSEÉ	0,00 \$	0%	4 000,00 \$
EST	0,00 \$	0%	2 000,00 \$
Divers	2 425,52 \$	67%	3 600,00 \$
Subventions	2 000,00 \$	67%	3 000,00 \$
Autres	425,52 \$	71%	600,00 \$
Totaux	54 510,51 \$	52%	104 058,59 \$
Surplus/(déficit)	11 931,39 \$		(308,59 \$)



Bilan financier (monétaire) en date du 14 janvier 2005

ACTIF	
Solde réel (au compte)	37 937,75 \$
Comptes à recevoir	1 365,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Automne 2003	200,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Hiver 2004	700,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Automne 2004	5 500,00 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Hiver 2005	18 250,00 \$
Compte Concordia	15 118,66 \$
Cotisations à recevoir (prévisions) - Hiver 2005 - CSU	10 631,34 \$
Compte CRAM	3 008,27 \$
Dépôt Communauto (Clés et inscription)	1 030,00 \$
Fonds Keepers	290,00 \$
Petite caisse	800,00 \$
Dépôt Camp Portneuf (échéance au 26 novembre 2005)	200,00 \$
PASSIF	
(Comptes à payer)	0,00 \$
Avoir net	95 031,02 \$

MODIFICATIONS AUX PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2004-2005

	<u>Prévisions</u> <u>2004-2005</u>	<u>Différence</u>	<u>Modifications</u> <u>des prévisions</u>
<u>Revenus</u>			
Cotisations	98 250,00 \$	0,00 \$	98 250,00 \$
Instances	5 000,00 \$	2 000,00 \$	7 000,00 \$
Vente de matériel	500,00 \$	500,00 \$	1 000,00 \$
Autres	0,00 \$	647,93 \$	647,93 \$
Totaux	103 750,00 \$	3 147,93 \$	106 897,93 \$
<u>Dépenses</u>			
Information	18 800,00 \$	(4 960,00 \$)	13 840,00 \$
Ultimatum	10 000,00 \$	(1 500,00 \$)	8 500,00 \$
Ultimatum express	1 500,00 \$	(750,00 \$)	750,00 \$
Matériel d'info.	4 500,00 \$	(1 000,00 \$)	3 500,00 \$
Traduction	2 000,00 \$	(1 310,00 \$)	690,00 \$
Documentation	800,00 \$	(400,00 \$)	400,00 \$
Mobilisation	28 500,00 \$	1 750,00 \$	30 250,00 \$
Instances	14 000,00 \$	5 600,00 \$	19 600,00 \$
Tournées/représentation	13 000,00 \$	(3 350,00 \$)	9 650,00 \$
Matériel/action	1 500,00 \$	(500,00 \$)	1 000,00 \$

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE)
Les 29 et 30 janvier 2005 au Cégep de Saint-Laurent

	<u>Prévisions 2004-2005</u>	<u>Différence</u>	<u>Modifications des prévisions</u>
Bureau	7 608,59 \$	(1 159,00 \$)	6 449,59 \$
Équipement	2 000,00 \$	(850,00 \$)	1 150,00 \$
Loyer	3 000,00 \$	0,00 \$	3 000,00 \$
Taxe/ville de Mtl	700,00 \$	(200,00 \$)	500,00 \$
Assurances	1 908,59 \$	(109,00 \$)	1 799,59 \$
Administration	3 000,00 \$	0,00 \$	3 000,00 \$
Vérifications comptables	2 500,00 \$	0,00 \$	2 500,00 \$
Frais de caisse	500,00 \$	0,00 \$	500,00 \$
Communication	10 550,00 \$	(3 200,00 \$)	7 350,00 \$
Bell/Bell mobilité	5 500,00 \$	(1 500,00 \$)	4 000,00 \$
CNW Telbec	3 500,00 \$	(1 300,00 \$)	2 200,00 \$
Poste	700,00 \$	(600,00 \$)	100,00 \$
Internet	850,00 \$	200,00 \$	1 050,00 \$
Employée	22 000,00 \$	0,00 \$	22 000,00 \$
Salaire			
Gouv. du Québec			
Gouv. du Canada			
CSST			
Conseils régionaux	10 000,00 \$	(6 152,66 \$)	3 847,34 \$
CRAM	4 000,00 \$	(3 152,66 \$)	847,34 \$
CASSEÉ	4 000,00 \$	(2 000,00 \$)	2 000,00 \$
EST	2 000,00 \$	(1 000,00 \$)	1 000,00 \$
Divers	3 600,00 \$	(1 000,00 \$)	2 600,00 \$
Subventions	3 000,00 \$	(1 000,00 \$)	2 000,00 \$
Autres	600,00 \$	0,00 \$	600,00 \$
Totaux	104 058,59 \$	(14 721,66 \$)	89 336,93 \$
Surplus/(déficit)	(308,59 \$)		17 561,00 \$

AVIS DE MOTION

1. Modification de l'article 3, de l'annexe A, des Statuts et règlements : Ajouter : un Congrès régulier peut aussi procéder à des élections partielles dans la mesure où un point « élection » aura été inclus dans la convocation dudit Congrès.

Déposé par le Conseil exécutif

Présentation de l'avis de motion

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Suite aux malentendus par rapport aux élections lors du Congrès de Sherbrooke, le Conseil exécutif a déposé cet avis de motion pour s'assurer que l'on puisse faire des élections aux Congrès réguliers. Dans les Statuts et règlements, on spécifie que des élections peuvent être faites lors du Congrès annuel et des Congrès extraordinaires, mais rien n'est mentionné au sujet des Congrès réguliers.

Suite à la modification proposée par le Conseil exécutif, l'article 3 de l'annexe A des Statuts et règlements se lirait comme suit : *Un congrès extraordinaire peut procéder à des élections partielles ou générales s'il est spécifiquement convoqué à ce sujet. Un Congrès régulier peut aussi procéder à des élections partielles dans la mesure où un point « élection » aura été inclus dans la convocation dudit Congrès.*

MISES EN CANDIDATURE

Conseil exécutif

Montréal, le 24 novembre 2004

Bonjour à toutes et tous,

Par la présente, je pose ma candidature au poste de secrétaire à l'information sur le comité exécutif de l'ASSÉ. Depuis le début de la session, je me suis beaucoup rapproché du comité du comité exécutif. J'ai pu observer son organisation, son fonctionnement et j'ai aussi travaillé avec ses membres. J'applique maintenant pour rejoindre l'exécutif car j'aimerais contribuer au travail extrêmement positif et acharné que ces individus effectuent depuis plusieurs mois. Avec la campagne de grève qui prend de l'ampleur, la charge de travail ne fera qu'augmenter et je suis convaincu d'être en mesure d'en assumer une bonne partie.

Avec tout ce qui se passe, je crois qu'il est impératif que la population étudiante soit bien informée; mais en ce moment, il y a beaucoup de lacunes. En coopération avec le comité d'information de l'ASSÉ, je suis persuadé que cette situation pourrait rapidement être améliorée.

Pour ceux et celles qui douteraient de mes capacités, l'année dernière j'ai occupé le poste de secrétaire à l'information durant presque deux sessions complètes. Durant cette période, j'ai pris un goût particulier à tout ce qui se rattache au journalisme et à la propagande : rédaction, mise en page, distribution, etc. J'ai aussi acquis une bonne maîtrise de certains logiciels de mise en page. Avec un peu d'organisation, la tâche que je désire assumer sera accomplie avec assiduité, rigueur et esthétique.

C'est de cette manière et à partir de maintenant que je voudrais participer à la lutte pour une vraie éducation émancipatrice.

Veillez agréer, camarades, de mes sentiments les plus révolutionnaires.
Jérôme Charaoui, membre de l'AECSL

Candidature appuyée par l'assemblée générale de l'Association étudiante du Cégep de Saint-Laurent (AECSL), le 24 novembre 2004.

Comité d'information

14 janvier 2005

Ces mots forment le début d'une certaine mise en candidature pour le comité information de notre superstructure nationale étudiante syndicale éclairée et dynamique, l'ASSÉ. Avec mes superbes compétences marchandables acquises dans un DEC de graphisme pas fini à moitié, et avec mon esprit tordu reflétant la réalité post-moderne-technocrate-fonctionnalisante de notre société, je crois être apte à créer du matériel d'information. Cela fait déjà un an que je dérive dans les structures de notre syndicat en cherchant mon orientation et je me suis fait aligner vers ce comité par le moment historique présent.

Trêve de plaisanteries pour les personnes préférant le fonctionnalisme, je suis Jonathan Pineault, maintenant tout droit sortit du système d'aide sociale pour rejoindre l'aide financière, donc pour m'appauvrir financièrement. Je me suis réinscrit au CÉGEP pour avancer avec la grève de cette session et réintégrer les structures de l'ASSÉ. Je dépose donc ma candidature pour faire une besogne d'information et de mobilisation avec mes pseudo-talents d'artiste. Si je ne suis pas accepté dans les structures, il ne me reste plus qu'à faire mon tour au Centre Local d'Emploi, pour ne pas rater le prochain chèque d'assistance emploi.

Subversivement (ou en tentative imparfaite),
Jonathan Pineault

Candidature appuyée par le Conseil exécutif de l'Association étudiante du Collège de Sherbrooke (AECS).

Comité journal

19 janvier 2005, Montréal

Aux membres du Congrès,

En tant que militant pour le droit à l'éducation, je désire vous informer de mon intention de me présenter sur le Comité journal de l'ASSÉ lors du Congrès des 29 et 30 janvier. J'ai la ferme intention d'aider au mieux de mes capacités et de mes énergies le renforcement du seul syndicat étudiant de combat en l'ASSÉ. Je désire aussi contribuer au mouvement de grève générale illimitée qui se tient à la session d'hiver 2005 et supporter l'exécutif dans cet effort collectif.

Ayant été personnellement grandement influencé par l'*Ultimatum* par rapport à l'ASSÉ et ses revendications, je considère qu'il s'agit d'un outil d'une valeur inestimable, particulièrement en temps de grève et de consolidation de l'ASSÉ. Toutefois, puisque que le Comité formation est lui aussi très important j'ai l'intention de participer activement à l'élaboration des camps et des journées de formation afin de parfaire mes capacités dans ce domaine et de veiller à ce que ces activités de formation soient bien préparées et soient les plus profitables possible à tous et toutes.

Après avoir été élu par intérim lors du Conseil InterRégional (CIR) du 22 décembre à Montréal, je désire réitérer mon intention d'assumer ce poste et je demande donc aux membres de bien vouloir m'élire au sein du Comité journal.

Solidairement,

Rémi Bellemare-Caron de l'AÉMSP-UQAM

Candidature appuyée par le Conseil d'administration de l'Association Étudiante du Module de Science Politique de l'Université du Québec à Montréal (AEMSP-UQAM).

AJUSTER NOS REVENDICATIONS AU CONTEXTE ACTUEL

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Au moment d'adopter l'ultimatum qui fut envoyé au gouvernement lors de la session dernière et qui sert de plate-forme de revendications à notre présente campagne, nous savions que le ministre de l'Éducation nous réservait de mauvaises surprises, notamment quant à la question du réseau collégial et à un éventuel Programme de remboursement proportionnel au revenu (RPR). Les annonces du ministre sur ces dossiers ayant été repoussées à plusieurs reprises, nous ne pouvions cependant pas savoir comment elles allaient être traitées concrètement.

Or, après avoir tergiversé longuement et étant confronté à la mobilisation étudiante et à celle des syndicats des professeur-e-s, voilà que, dans les derniers jours, le ministre y est allé de déclarations publiques en rafales. Il a d'abord annoncé en grande pompe vouloir sauver les étudiantes et les étudiants du fléau de l'endettement à l'aide du cadeau empoisonné qu'est le RPR. L'implantation de ce programme, que l'ASSÉ redoutait depuis longtemps, se fera dès la session d'automne 2005. Quelques jours plus tard, le ministre poursuivait sa démarche visant à apaiser la grogne étudiante et professorale en faisant l'annonce de son plan concernant le réseau collégial et en nous assurant que l'octroi des DÉC continuerait d'être fait par le ministère de l'Éducation et non pas par les administrations des CÉGEPs. S'il est bien que la décentralisation des DÉC soit repoussée, l'annonce du ministre vantait les mérites de l'arrimage du contenu des programmes d'études aux besoins du marché, ce qui laisse craindre le pire quand on sait que ce principe (déjà mis en application par des mesures existantes telles que les AEC) est mis en pratique depuis la session dernière dans plusieurs régions par l'entremise de projets de fusion des programmes des formations professionnelles et techniques¹. Enfin, mentionnons que, lors de son Congrès des 19, 20 et 21 novembre derniers, le Parti Libéral du Québec a discuté la possibilité de dégeler les frais de scolarité advenant un second mandat libéral.

Sur la base de ces annonces, nous devons maintenant réajuster légèrement le contenu de notre plate-forme. C'est la raison pour laquelle le CIR a cru nécessaire d'amener les propositions allant en ce sens qui sont contenues dans le présent cahier (voir page 80).

¹ Pour plus d'information sur le contenu de ces annonces du gouvernement, consulter les communiqués que l'ASSÉ a publiés à ce sujet qui se trouvent sur son site internet : www.asse-solidarite.qc.ca

PRÉSENTATION DU PLAN D'ACTION

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Le point central de notre plan d'action pour la prochaine session est sans contredit le déclenchement de la grève générale illimitée. L'objectif premier amené par les propositions du Conseil InterRégional (CIR) est de travailler pour déclenchement entre le présent Congrès et le 25 février. Par conséquent, toutes les instances de l'ASSÉ et la coalition en son sein devront mettre tout en œuvre pour qu'un maximum d'associations étudiantes tiennent des assemblées générales de grève pendant cette période. Le reste du plan d'action se divise en deux scénarios, l'un qui se met en action lorsque la grève est déclenchée et l'autre advenant l'éventualité qu'elle ne se déclenche pas avant le 25 février.

Si la grève est déclenchée avant le 25 février, le CIR propose qu'une manifestation ait lieu 7 jours après ce déclenchement. De cette façon, il ne sera pas nécessaire de prévoir une instance rapidement afin de planifier une première action nationale lors de la grève. Pour que cette proposition soit possible, il faudra certainement qu'une instance soit, et ce dès le présent Congrès, responsable de l'organisation de cette manifestation.

Si, au contraire, la grève n'est pas déclenchée avant le 25 février, le CIR propose la tenue d'un Congrès le 26 février pour décider de la suite du plan d'action et planifier une manifestation à date fixe. Ce Congrès nous permettra de faire le bilan de la mobilisation pour décider si nous persistons dans la campagne de grève. Cette proposition évite qu'une date butoir empêche une grève qui est près de se déclencher ou prolonge inutilement une campagne qui s'avérerait infructueuse.

En plus du plan d'action concernant spécifiquement la grève, le CIR propose d'organiser des actions pour les journées du 1^{er} mai (Journée Internationale des Travailleurs et Travailleuses), du 8 mars (Journée Internationale des Femmes) et du 15 mars (Journée Internationale Contre la Brutalité Policière). Le présent Congrès devra se pencher sur le type d'action à envisager pour ces journées qui ont toujours eu une importance dans notre plan d'action. Par rapport à la journée du 8 mars, on peut se référer au mandat adopté lors du Congrès des 25 et 26 septembre 2004 qui propose la formation de comités locaux pour organiser la journée du 8 mars.

Enfin, afin de tenir les associations locales efficacement informées de ce qui se passe au niveau national, il est proposé que l'exécutif produise un rapport de ses activités et de ses réflexions à chaque semaine, et ce dans la mesure du possible. Vous trouverez toutes les propositions aux pages 80, 81, 82 et 83 du présent cahier.

PROPOSITION DE MODALITÉS DE DÉCLENCHEMENT DE LA GRÈVE

Par Émilie Robidas, Héloïse Moysan-Lapointe et Marie-Michèle Whitlock

Lors du dernier Conseil InterRégional (CIR), nous avons été mandatées pour élaborer une proposition à soumettre au Congrès afin de préciser quelques notions et de proposer une séquence des événements logique pour déclencher la grève advenant l'atteinte du plancher.

Vous trouverez dans le document suivant, une courte introduction, la proposition que nous avons élaborées au meilleur de notre connaissance, puis quelques exemples pour illustrer notre compréhension de la proposition. Au fil de notre réflexion, certains éléments nous ont apparu importants pour le bon déroulement de la grève. Nous avons jugés pertinent vous en faire part et vous les retrouverez en annexe.

Introduction

Une grève générale nécessite une excellente coordination. Dans cette perspective, il est utile de préciser quelles seront les modalités de déclenchement de la grève. La présente proposition et le texte qui l'accompagne ont pour but d'éclaircir cette question en tentant d'éviter toute confusion. Nous croyons que la force du mouvement de grève dépend entre autres de la capacité d'aller chercher des engagements forts des assemblées générales. La présente proposition se veut un outil à cet effet.

La proposition propose de faire adopter en assemblée générale ou en référendum les modalités de déclenchement de la grève. Ceci faciliterait la mobilisation en vue de la grève et permettrait de rassembler les forces dès le début de la campagne. La condition 1 assure que la grève rassemble des associations étudiantes ayant des objectifs communs. La condition 2 précise comment les associations doivent déclencher la grève pour compter dans le plancher. Le but de la condition 2 n'est pas de s'ingérer dans les affaires internes des associations étudiantes, mais de garantir à chacune d'entre elles que l'engagement des autres associations est concret. La condition 3 fixe un plancher en bas duquel les associations considèrent que le projet de grève n'est pas viable.

Proposition soumise au Congrès

L'ASSÉ, lors du Congrès du 24 octobre à Montréal, a fixé comme condition de déclenchement de la grève un plancher de 7 associations étudiantes. Pour préciser cette proposition, il est proposé que le plancher soit calculé ainsi :

Sera comptée dans le plancher une association étudiante qui répond aux trois conditions suivantes :

Condition 1 : Revendications

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum la plate-forme de grève.

Condition 2

2.1 : Mandat de principe de grève

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum de tenir dans les 48 heures suivant l'atteinte du plancher une assemblée générale extraordinaire d'organisation pour déclencher la grève.

OU

2.2 : Mandat de grève

L'association étudiante est en grève.

Condition 3 : Plancher

L'association étudiante a adopté en assemblée générale ou en référendum un plancher de 7 associations étudiantes ou moins répondant à ces conditions.

Quelques exemples concrets

Pour mieux comprendre la proposition apportée, nous avons décidé de prendre quelques exemples réels et fictifs. Le but de cet exposé n'est pas d'imposer un plancher mais bien de décrire de la meilleure façon possible l'impact local et national d'avoir différents planchers. Les exemples réels sont des associations étudiantes membres de l'ASSÉ qui ont déjà déterminé leur plancher par une assemblée générale. Par contre, il est encore tôt dans la session et il est possible à la lumière des informations données de modifier les planchers si cela est pertinent.

1- Le cas d'une association étudiante ayant voté un plancher plus bas que 7 :

Association Étudiante du Collège de Sherbrooke :

L'AECS a voté la session dernière un plancher pour déclencher la grève de 5 associations étudiantes. La problématique avec ce mandat est le suivant, voté un plancher est de s'assurer de ne pas partir en grève seule. Donc, si l'association étudiante veut réellement respecter l'esprit du mandat, elle ne peut pas compter dans son plancher toutes les associations étudiantes qui ont un plancher plus élevé que 5.

2- Le cas d'une association étudiante qui n'a pas de plancher :

Ce cas est litigieux... Si une association étudiante prévoit une assemblée générale de grève très tôt dans la session et désire proposer de déclencher la grève cela est dangereux car elle devra s'attendre à rester en grève seule pendant un certain temps. Ainsi il sera difficile d'organiser des actions régionales et de tenir la grève seule plus d'une semaine. Par contre, si l'assemblée générale est tard ou même après l'atteinte du plancher il peut être pertinent de choisir cette option. Il faut alors être stratégique.

3- Le cas d'une association étudiante qui a un plancher plus élevé :

Association étudiante du module de sciences politique – UQÀM

L'AEMSP-UQÀM a voté à la dernière session en assemblée générale un plancher de 8 associations étudiantes comprenant minimum 15 000 membres. La problématique de cette situation c'est que la majorité qui aura choisi le plancher de 7 ne pourra pas compter sur cette association étudiante qui a déterminé son plancher plus haut. Car, effectivement elle ne tombera pas en grève dans les mêmes délais (soit dans les 48h suivant le plancher) que les autres.

4- Le cas d'une association étudiante qui a le même plancher que la majorité (7) :

Pour une association étudiante qui choisit à son AG de grève un plancher de 7 associations et de tenir une AG extraordinaire d'organisation de déclenchement de grève. Cette association préparera son AG extraordinaire, tout en se tenant au fait des nouveaux mandats. Dès que le plancher de 7 sera atteint, elle pourra alors retourner en AG extraordinaire d'organisation de déclenchement de grève dans les plus brefs délais et tomber en grève en même temps que les 6 autres associations étudiantes.

5- Le cas de l'association étudiante qui déclenche la grève en étant la septième association ayant son mandat comptant dans le plancher :

Avec beaucoup d'organisation et de communication, il y aura une association étudiante dont l'AG de grève deviendra une AG de déclenchement de grève. Ainsi, la veille de cette assemblée générale, les militants et militantes devront bien s'informer au bureau de l'ASSÉ pour confirmer le plancher. Si le plancher est à 6, la proposition à apporter à cette AG est la suivante : « Association X déclenche la grève vue l'atteinte du plancher de 7 associations étudiante. » Ainsi l'assemblée générale de grève devient une assemblée de déclenchement de grève.

ANNEXE

Ceci précisé, nous considérons avoir rempli notre mandat. Cependant, la réflexion faite pour l'élaboration de cette proposition et son explication nous a amenés à envisager certains éléments relatifs au déclenchement de la grève. Nous les joignons donc à ce document en espérant qu'ils seront utiles.

Quelques réflexions sur le déroulement de la grève

Voici un petit coup de main, qui vous aidera à bien planifier votre Assemblée Générale de déclenchement de la grève, ou plutôt votre assemblée générale d'organisation de la grève. Selon la proposition, vous devrez tenir une Assemblée d'organisation dans les 48 heures suivant l'atteinte du plancher. Cette assemblée générale devrait comprendre les points suivants, et bien d'autres :

- **Procédures : Élection du présidium**

- **Point d'information**

- **Constatation des éléments nécessaires pour déclencher la grève** (atteinte du plancher, quelles associations étudiantes, revendications, AG à venir au Québec, etc.)

- **Logistique de grève**
(Piquetage, comités, médias, barricades, mobilisation, modalités internes (négociations avec la direction, cas particuliers), etc.)

- **Point national**

- Point local

- Plan d'action :

- Local
- Régional
- National

De plus, il est toujours pertinent d'ajouter un point femmes, s'il est préparé. En effet, dans des moments clés comme le déclenchement d'une grève, il est important que les femmes parlent et s'organisent afin de prendre leur juste place dans le mouvement!

Rappelons qu'évidemment, plus ces points auront été discutés avant le déclenchement de la grève, plus ceux-ci devront être rapides et efficaces. Ainsi, tous ces points peuvent et devraient être abordés lors de l'assemblée générale de grève.

Coordination de la grève

Par la suite, il est important de communiquer tout!!!

La grève est une action locale et nationale à la fois. Ainsi, la communication est essentielle avec toutes les autres associations qui font partie du mouvement de grève. La communication efficace est la meilleure garantie pour bien planifier le mouvement de grève et éviter une récupération.

Des petits trucs à retenir

- Faire un bref bilan à chaque semaine (le plus souvent possible, surtout durant la grève) de tous les événements qui se sont produits lors de la grève.
- Établir un calendrier des activités et aussi un horaire un peu plus détaillé du plan d'action local (date d'AG, d'activités, et autres).
- Communiquer toutes ces informations en utilisant les ressources du syndicat national de lutte auquel vous vous êtes greffées. Il y a le bureau de l'ASSÉ qui est situé à Montréal et qui a en ses lieux une permanente et un conseil exécutif. Celui-ci a comme fonction de bien supporter et coordonner le mouvement. Il facilite la circulation des informations à travers le réseau de grévistes. Il y a aussi les listes Internet, déjà utilisées pour les choses courantes, telles que la liste asse-support et asse-edu. Le téléphone reste un moyen rapide et plus personnel de communiquer

toutes les informations. On ne doit pas non plus négliger le fax et le courrier lorsque nécessaire.

Il ne faut pas non plus négliger que l'information doit partir de la population étudiante et revenir à la population étudiante. Ainsi, l'affichage, les séances d'information et de discussion, les rencontres locales et régionales et bien sur les assemblées générales sont des lieux de communication privilégiés.

Temps de grève, tant de rêves...

Réfléchir au déclenchement de la grève avant même qu'un seul mandat soit adopté, c'est bien sûr un peu présomptueux, mais c'est nécessaire. La réussite ou l'échec du projet de grève dépendent de la volonté de la population étudiante, mais aussi de notre capacité à proposer un projet dynamique, qui suscite l'enthousiasme. En ce sens, nous invitons chaque militant et chaque militante à conserver, tout au long de la campagne, une perspective globale sur le mouvement. Cette attitude, c'est de garder à cœur la construction de mouvement fort, dynamique et profond.

Vers la grève!

UNE PROPOSITION DE COALITION

*Par Xavier Lafrance, membre de l'AEMSP-UQÀM et du Conseil exécutif de l'ASSÉ,
Marie-Michèle Whitlock, membre de l'AFESH-UQÀM et du Comité journal de l'ASSÉ et
François Baillargeon, membre du Conseil exécutif de l'AFESH-UQAM*

Enjeux et stratégie

Certaines et certains l'anticipaient depuis plusieurs mois. Or en octobre, l'ASSÉ a ouvertement lancé l'appel à la grève. Dès lors et spécialement en ce début de session d'hiver 2005, la grève est devenue la priorité de plusieurs associations étudiantes. Si tout se passe bien, d'ici quelques semaines, ce noyau s'élargira pour permettre le déclenchement d'une vaste grève à proprement parler. De nombreuses institutions d'enseignement seront alors paralysées et de larges masses étudiantes mobilisées dans des actions multiples jusqu'à ce qu'un camp ne cède, celui du gouvernement et du patronat ou celui du droit à l'éducation. On sait déjà que ce mouvement, à l'image du mouvement étudiant, ne formera pas un bloc homogène. Des décalages plus ou moins marqués s'observeront nécessairement en termes de mobilisation réelle comme en matière d'orientations, autant concernant les objectifs que les stratégies et tactiques. Si elle ne peut être totale, il est néanmoins impératif d'assurer à ce mouvement la plus grande cohésion possible. Notre capacité à infléchir les décisions du gouvernement québécois vers des positions véritablement progressistes en dépend. C'est à la lumière de cette réflexion que le Conseil InterRégional (CIR) soumet aujourd'hui aux membres de l'ASSÉ, et éventuellement aux associations non-membres, une proposition de coalition de grève à partir des structures de l'ASSÉ. C'est ce qui lui est apparu la meilleure façon d'articuler et de coordonner les forces vives du mouvement de grève, de sa forme embryonnaire jusqu'à sa maturité, dans la plus grande cohésion possible; de tirer, en définitive, le maximum des forces sociales contestataires mises en branles.

Dans un premier temps, donnons-nous un rapide aperçu des tâches et des responsabilités que nous imposera un mouvement de grève.

- Lancer des mots d'ordre (appel à la grève, plate-forme, orientations stratégiques, etc.)
- Planifier, coordonner et organiser des actions nationales et régionales (manifestations, occupations, etc.)
- Produire et diffuser du matériel d'information (mobilisation, état des lieux, suivi des événements, etc.)

- Coordonner la représentation auprès des instances locales (suivi auprès des assemblées générales)
- Préparation des instances nationales (convocations, préparation logistique, regroupement des bilans locaux et national, des propositions, etc.)
- Former, ne serait-ce que sommairement, les nouveaux militants et nouvelles militantes massivement engagé-e-s dans le mouvement de grève
- Assurer la représentation médiatique
- Négocier l'issue de la grève avec le gouvernement.

Somme toute, ces tâches sont celles qui incombent au mouvement étudiant session après session, année après année; à cette différence près que, dans le contexte d'une grève, elles sont marquées du caractère de l'urgence, s'imposent dans une marge d'erreur infiniment étroite et exigent des énergies et des ressources décuplées. Autrement dit, un contexte de grève repose au mouvement étudiant ses défis et ses débats traditionnels de façon plus aiguë que jamais.

Se donner les moyens

Historiquement, c'est précisément pour assumer chacune de ces tâches avec le plus de rayonnement et de portée possibles que des associations se sont regroupées à l'échelle nationale. Pour s'assurer la meilleure position possible dans chaque conjoncture précise, pour s'en donner les moyens, il est apparu nécessaire de se regrouper au-delà de ces conjonctures, de façon permanente. C'est cette tradition qu'incarne aujourd'hui l'ASSÉ. Rappelons brièvement les éléments qui permettent de défier les lois mathématiques pour faire en sorte qu'un tout puisse être davantage que la simple somme de ses parties.

Un regroupement d'associations comme l'ASSÉ, c'est d'abord des instances de débat, de décisions et de coordination qui s'inscrivent dans la continuité. Celles-ci permettent de construire un discours et une analyse étayés, de fixer des bases stables à des prises de positions et à l'action. Par leur stabilité et leur caractère permanent, elles rendent également possible le déploiement progressif et planifié d'un mouvement, d'une campagne, par un dialogue continu avec les instances locales. Elles permettent de tirer des leçons, de construire une conscience collective et de porter une mémoire par delà les cohortes étudiantes.

Un regroupement permanent, c'est ensuite des mandataires élu-e-s, travaillant aussi dans la continuité au sein de multiples comités, consacré-e-s à mettre en œuvre les décisions collectives, à donner suites aux débats, à travailler au service de l'ensemble des composantes. C'est encore collectiviser des ressources, à la disposition de ces mandataires, afin d'assurer l'existence concrète du regroupement, de produire notamment du matériel d'information indispensable à la construction d'une conscience collective ou de financer les déplacements à travers le Québec que nécessite une coordination nationale. Ce ne sont là que quelques éléments expliquant qu'un regroupement national soit le principal facteur de l'initiative et d'une cohésion au sein du mouvement étudiant.

Pour en revenir à la conjoncture actuelle qui nous intéresse, celle d'une marche vers la grève générale contre l'explosion de l'endettement étudiant, elle fournit précisément la démonstration de ce qui vient d'être avancé. L'engrenage aujourd'hui enclenché n'aurait vraisemblablement pas existé n'eut été du patient processus amorcé en ce sens au sein de l'ASSÉ. Rappelons que, bien qu'avec déjà un peu de retard, le Congrès annuel (avril 2004) avait identifié l'aide financière comme un front prioritaire de lutte pour l'année actuelle. Or, d'août à novembre, trois Congrès ont amorcé le processus de dialogue avec les instances locales pour en arriver, au terme à la fois de consultations et d'actions, à lancer officiellement l'appel à la grève et à recueillir déjà des prises de positions. Quoique encore timidement, cette réflexion (par ailleurs faite dans les instances de l'ASSÉ en collaboration avec des associations indépendantes) a commencé à déborder les rangs de l'ASSÉ.

À n'en pas douter, un pôle d'organisation permanent comme l'ASSÉ s'avérera un outil indispensable pour la suite des choses. Il sera, comme en temps normal mais à plus forte raison dans le contexte d'une grève générale, un facteur décisif d'initiative et de cohésion. Ceci dit, il faut souligner certains enjeux spécifiques à la conjoncture actuelle. Si les structures et ressources de l'ASSÉ doivent être mises pleinement à contribution, il n'en reste pas moins qu'une grande partie des forces d'un mouvement de grève susceptible de faire plier le gouvernement devra venir de l'extérieur de ses rangs actuels. Par le passé, chaque fois qu'un plan d'action a été adopté par l'ASSÉ, plusieurs associations indépendantes, parmi les plus progressistes et combatives, s'y sont ralliées¹. Or, il est possible que les impératifs d'une grève générale exigent davantage que cette forme molle de coalition. Par souci de cohésion, et pour accroître rapidement le potentiel

¹ Par leur statut indépendant, ces associations se condamnent presque systématiquement à être à la remorque de l'agenda des regroupements nationaux. Au mieux, elles viennent élargir les initiatives de ceux-ci, arbitrer indirectement leur rapport de force, mais elles se privent toujours de participer en amont au processus d'orientation du mouvement.

d'organisation et de mobilisation déjà incarné par l'ASSÉ, une coordination étroite des forces mobilisatrices est souhaitable.

Évidemment, le scénario le meilleur serait que plusieurs associations viennent directement grossir les rangs de l'ASSÉ dès le début de la session d'hiver pour la consolider de l'intérieur. Si c'est envisageable en certains endroits, il faut tout de suite prévoir un autre cas de figure là où ce ne sera pas possible. Cette alternative, c'est selon nous de constituer une coalition ponctuelle en se servant des structures de l'ASSÉ, aménagées pour l'occasion (voir plus bas pour les modalités proposées), comme bases d'organisation. En plus de renforcer les liens et de répartir plus largement les responsabilités à assumer pour mener une grève victorieuse, cette hypothèse conférerait aux associations indépendantes plus de pouvoir dans la dynamique nationale qu'elles n'en ont jamais eu, juste reconnaissance de leur contribution à la lutte. Faut-il rappeler, par ailleurs, que, dans un tel scénario, toutes les associations, indépendantes comme membres de l'ASSÉ, conservent toujours leur pleine souveraineté?

Cette proposition de coalition présente donc l'avantage d'allier deux nécessités, soit celle de tirer le maximum du potentiel d'organisation de l'ASSÉ et celle d'élargir ses forces actuelles par la collaboration étroite de non-membres. Inversement, elle nous évite, à l'ensemble du mouvement étudiant, d'avoir à recréer de toute pièce, pour l'occasion, une nouvelle instance de coordination et de dédoubler le travail essentiel des membres de l'ASSÉ, déjà inscrits dans une dynamique de regroupement sur une base permanente. Dans un contexte aussi chargé que celui d'une grève, il ne faut pas sous-estimer le poids du travail d'organisation et de coordination. Toutes les énergies seront nécessaires.

Des écueils politiques à éviter

On vient d'évoquer rapidement les conditions nécessaires à la prise en charge la plus efficace possible des tâches à mettre en œuvre lors d'une grève. Le portrait ne serait toutefois pas complet si on ne parlait pas des divergences d'orientation au sein du mouvement étudiant, avec lesquelles nous n'aurons pas le choix de composer d'une manière ou d'une autre. En effet, l'ASSÉ n'est pas le seul regroupement national. La FECQ et la FEUQ ont, elles aussi, à leur manière bien à elles, entrepris la bataille sur le thème de l'endettement. La FECQ a même tout récemment, bien que très discrètement et apparemment sans grand débat, opté pour la grève à l'hiver. Inévitablement, cette grève,

si elle a lieu, oscillera entre les pôles d'organisation que sont la FECQ et l'ASSÉ (sans exclure l'influence lourde de la FEUQ, d'une façon ou d'une autre). Quels sont les écueils de ce jeu de balancier? On peut en identifier deux : la récupération médiatique et le détournement de négociation. On ne pourra pas en exposer tous les tenants et aboutissants, mais arrêtons-nous y un peu néanmoins.

L'espace médiatique créé par un mouvement de grève voudra être utilisé par ces deux fédérations qui se sont spécialisées en quinze ans d'existence dans le rôle de porte-parole autorisé du Mouvement Étudiant dans son ensemble. Comme à d'innombrables occasions, elles tâcheront de parasiter le travail de mobilisation de forces plus progressistes et combatives en y superposant leurs propres orientations, leur propre discours. À n'en pas douter, elles utiliseront cette tribune pour promouvoir leurs stratégies de lobby et d'alliance avec les jeunes libéraux, stratégies qui nous engouffrent directement vers le dégel des frais de scolarité. Pour éviter d'être marginalisés médiatiquement au profit de la FECQ et de la FEUQ, nous aurons tout intérêt à regrouper une masse critique d'associations en grève autour du pôle de l'ASSÉ, qui possède déjà un certain rayonnement médiatique. Au sein d'une telle coalition, il serait notamment possible de négocier avec des associations indépendantes un partage de la tribune médiatique.

Enfin, les fédérations ne manqueront pas de vouloir tirer leur épingle du jeu à l'issu d'une grève. Et le gouvernement libéral, s'il doit céder quelque chose, s'appuiera volontiers sur elles. En effet, celui-ci cherchera à s'en tirer au meilleur compte possible. Il se tournera tout naturellement vers ceux et celles qui sont prêts et prêtes à se contenter d'une victoire à rabais, à marchander n'importe quelle concession pour se donner les premiers et premières des airs triomphants et saboter ainsi le potentiel d'une victoire plus complète. C'est précisément le scénario de la grève de '96, dans laquelle les fédérations sont rentrées à reculons pour finalement concéder des... reculs. Ce scénario n'est possible que si le gouvernement croit véritablement pouvoir mettre fin au conflit en passant par ces intermédiaires. Si nous empêchons les fédérations d'avoir une influence significative sur le mouvement de grève, il ne pourra se le permettre et devra traiter avec les éléments les plus déterminés, dans la mesure où ceux-ci se serrent les coudes. Formaliser une coalition à partir de l'ASSÉ améliorerait nos chances d'y arriver, en privant notamment le gouvernement du prétexte utilisé en '96 par le Parti québécois, qui refusait de traiter avec un regroupement informel qui n'aurait pas d'existence prolongée. En dernière analyse, s'organiser en coalition avec l'ASSÉ permet de s'assurer que la voix des assemblées générales des associations locales primera sur celle des exécutifs des

fédérations qui iraient négocier avec l'État sans avoir préalablement consulter la population étudiante ; ainsi une éventuelle 8^e grève générale étudiante demeurerait fidèle dans son fonctionnement au principe de démocratie directe appliqué lors des 7 précédentes.

Voilà les grandes lignes de l'argumentaire qui, selon nous, plaide pour que les instances de l'ASSÉ, aménagées pour les circonstances, servent de cadre à la coordination des forces du mouvement de grève sous la forme d'une coalition. C'est l'option qui permet le mieux de concilier deux impératifs : allier solidement les membres de l'ASSÉ aux forces les plus vives parmi les associations non-membres en coordonnant leur travail avec le plus de cohérence possible; et canaliser le meilleur du potentiel de mobilisation et d'organisation de l'ASSÉ sans l'hypothéquer inutilement.

En terminant, rappelons-nous que seule une réflexion concrète peut éclairer et trancher les débats stratégiques actuels. À ce titre, il faut garder en tête la prévisible hétérogénéité relative du mouvement de grève à naître prochainement. Le consensus ne pourra pas être un préalable à l'action. Comme à l'accoutumé, il faudra identifier les éléments avec qui il sera possible de s'entendre pour prendre les initiatives qui s'imposeront. Les membres de l'ASSÉ devront évaluer l'endroit où ils croiront pouvoir trouver les plus solides alliés. Dans cette perspective, si l'entente n'est pas possible avec tous et toutes, il faut envisager qu'une fraction seulement du mouvement de grève fasse l'objet d'une coordination digne de ce nom, ou que plusieurs pôles de coordination différents animent le mouvement, quitte à s'articuler après coup sur des aspects particuliers. Un front plus large, mais établi sur des bases précaires, n'est peut-être pas souhaitable.

Les modalités d'une coalition de grève – proposition soumise au Congrès

Les modalités d'un tel travail de coalition demandent à être bien réfléchies. Déjà avant la fin de la session d'automne, des associations tant membres que non-membres s'y sont afférées. Le Conseil exécutif s'est aussi penché activement sur la question et a tenté de présenter une proposition permettant le bon fonctionnement d'une coalition regroupant membres et non-membres dans le cadre des structures de l'ASSÉ. Cette proposition, après avoir été présentée au CIR et légèrement modifiée par celui-ci, est aujourd'hui soumise aux membres de l'ASSÉ, qui devront adopter ou rejeter les conditions d'ouverture de leur association décrites ci-après, ainsi qu'aux non-membres qui pourront émettre leur opinion sur la pertinence d'un tel projet.

Ce travail en coalition se fera en deux temps, le premier étant le Congrès des 29 et 30 janvier. Lors de celui-ci, le CIR propose de donner un droit de vote aux non-membres pour les points « revendications », « plan d'action » et « coordination de la grève » sous certaines conditions. Les non-membres souhaitant obtenir ce droit devront avoir « un mandat d'assemblée générale ou de référendum de consulter leurs membres en assemblée générale ou en référendum sur la question de la grève » ou s'être « prononcé en AG ou en référendum en faveur de la grève en hiver 2005. » Cette mesure favorise les associations non-membres qui, à la suite de l'ASSÉ, ont déjà amorcé le travail devant mener à la grève. Elle a pour but de leur permettre de se prononcer sur des enjeux liés à la grève à laquelle elles ont toutes les chances de participer si elle est déclenchée.

Le deuxième temps sera le travail en coalition à proprement parler et entrera en vigueur dès le Congrès suivant. Les associations non-membres pourront, si la proposition est adoptée, obtenir le droit de vote et de proposition et d'appui à certaines conditions. Ces associations devront d'abord détenir un mandat de principe de grève, c'est-à-dire qu'elles se seront engagées à déclencher la grève dès l'atteinte du plancher fixé au nombre de 7 associations lors de l'appel à la grève lancé par le Congrès l'ASSÉ du 24 octobre. Ensuite, ces mêmes associations devront avoir adopté la plate-forme de grève de l'ASSÉ qui se résume présentement au contenu de l'ultimatum envoyé au gouvernement à l'automne dernier. Ces conditions ont pour but d'assurer que l'ensemble des associations formant la coalition luttent sur la même base face au gouvernement. Les droits conférés porteront sur les enjeux reliés à la grève énumérés dans la proposition contenue dans le présent cahier.

Travailler en coalition pour le déclenchement et la poursuite d'une grève générale, ça impliquera nécessairement de prendre des décisions qui engageront des dépenses considérables (matériel d'information, tournées des associations, actions, etc.). Ces responsabilités financières devront être partagées, sans quoi nous ne pouvons espérer arriver à nos fins. L'ASSÉ mettra sans hésitation ses ressources à contribution, comme elle l'a déjà fait d'ailleurs, mais celles-ci sont limitées et ne suffiront pas à une campagne dont l'ampleur devra dépasser ce que nous avons coutume de mettre en oeuvre. Ainsi, pour jouir de droits au sein des structures de l'ASSÉ – et par le fait même obtenir un droit de regard sur l'utilisation des ressources de l'ASSÉ –, les associations non-membres devront s'engager à assumer les dépenses découlant des décisions prises en coalition au prorata de leurs membres au sein de la coalition. Le principe prévaudra dès le congrès des 29 et 30 janvier et pour la suite du travail en coalition.

Les individus issus d'associations non-membres pourront aussi participer aux activités des différents comités de l'ASSÉ. Ils et elles pourront être élu-e-s sur les comités de travail (formation, information, relations internationales, recherche et réflexion, affaires académiques et pédagogique) en ayant un appui de leur conseil régional (les comités de travail étant redevables aux CIR) ou d'une instance de leur association. Pour être membres du Comité du journal et du Comité femmes, dans la mesure où ces comités ont une importance toute particulière au sein de l'ASSÉ et ont donc des pouvoirs accrus (droit de proposition lors des CIR) les individus des associations non-membres devront obtenir un appui d'une instance de leur association et d'une association membre de l'ASSÉ. Les places pour les différents comités étant limitées, les candidatures membres pour celles-ci seront traitées en priorité. Enfin, les non-membres auront droit de vote pour l'élection de non membre sur les comités.

Une fois le cadre de la coalition établi, d'autres modalités de fonctionnement (représentation médiatique, négociation avec le gouvernement, etc.) pourront être fixées lors du premier Congrès de cette coalition.

RÉFLEXION SUR LE FORUM SUR LE MOUVEMENT ÉTUDIANT ET LE SYNDICALISME DE COMBAT

Par le Conseil exécutif de l'ASSÉ

Tel que voté en Congrès à la dernière session, l'exécutif, avec l'aide de personnes intéressées, a amorcé une réflexion sur la tenue d'un éventuel « Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat ». Nous vous soumettons ainsi un rapport des discussions débutées afin que tout le monde puisse savoir où en est le projet et répondre aux questions soulevées lors d'une rencontre préparatoire.

Nous avons d'abord dégagé les objectifs d'un tel Forum pour orienter notre réflexion. Premièrement, il aurait pour but de créer les conditions pour dépasser l'état actuel de faible organisation du mouvement étudiant en permettant de cerner les obstacles, d'exposer les différentes tendances et oppositions, le tout en élargissant le débat habituel. Il permettrait alors de confronter les différentes tendances à celle de l'ASSÉ, c'est-à-dire le syndicalisme de combat. Deuxièmement, cette rencontre serait un moment de mettre l'organisation générale du mouvement étudiant en perspective avec le saccage du droit à l'éducation, opéré par le gouvernement depuis trop longtemps. Finalement, le Forum serait l'occasion d'amener davantage d'associations étudiantes locales à prendre position quant aux enjeux d'orientation et d'organisation du mouvement étudiant.

Pour parvenir à ces objectifs, nous avons dégagé des thèmes qui devront être abordés lors de ce Forum : la question des différentes tendances d'organisation et de lutte, celle de la nécessité de l'unité du mouvement étudiant ou, au contraire, de sa division incontournable et celle des organisations nationales existantes. Ces thématiques, vous en conviendrez, sont de grands défis que nous nous donnons et, pour ce faire, nous avons dégagés des points techniques qui seront essentiels à la réussite de notre projet d'envergure.

Bien à l'avance devra être rédigé un appel à l'écriture de mémoires sur les thèmes énoncés plus haut afin d'alimenter notre réflexion. Idéalement, toutes les tendances et opinions devraient être représentées par des mémoires sérieux et bien argumentés. Puis, pour alléger le forum, nous proposons un Congrès d'orientation de l'ASSÉ avant lui pour faire le bilan de notre organisation. Enfin, il est de notre devoir de

s'assurer que ce « Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat » réunira le plus de gens possible et de tous les horizons.

Bref, compte tenu de la campagne de grève qui s'amorce et des objectifs fixés, nous croyons réaliste de prévoir cette rencontre pour le début de la session d'automne 2005. D'ici là, nous projetons d'organiser d'autres réunions élargies sur le sujet auxquelles nous apprécierons votre collaboration et nous contacterons des personnes-ressources pour écrire des mémoires.

Pour ce qui est du Congrès d'orientation, il devra, en plus de préparer le « Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat », nous préparer au Congrès annuel. Il aidera à la préparation de bilans et de documents de réflexion afin de consolider l'organisation et la projeter vers l'avenir. Ce travail est selon nous primordial pour orienter la préparation du Congrès annuel et assurer son succès.

Questions :

- Comment faire pour assurer la plus grande participation possible à cette rencontre?
- Par qui l'appel devrait-il être fait (ASSÉ, associations locales seulement, ASSÉ et autres associations intéressées, etc.)?
- Croyez-vous qu'un Congrès d'orientation soit préalablement nécessaire?
- Quels objectifs entrevoyez-vous pour cette rencontre?
- Quels thèmes trouveriez-vous essentiels d'y aborder?

PROPOSITIONS

Finances

1. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose les états financiers 2003-2004, réalisés par la société de comptables agréés Messier & Associés.
2. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose les états financiers mi-annuels 2004-2005. Voir page 51.
3. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose les modifications aux prévisions budgétaires 2004-2005. Voir page 55.

Mesures extraordinaire

1. Le Conseil InterRégional propose au Congrès, lors du point « mesures extraordinaires », de donner un droit de vote aux non-membres ayant un mandat d'assemblée générale de consulter leurs membres en assemblées générales ou en référendum sur la question de la grève ou s'étant prononcé en assemblée générale ou en référendum en faveur de la grève générale illimitée à l'hiver 2005. Ce droit de vote serait valable pour les points « revendications », « plan d'action » et « coordination de la grève » pour le congrès des 28-29 et 30 janvier 2005.
2. Le Conseil InterRégional propose au Congrès que les associations membres de la coalition assument le partage des coûts découlant des décisions prises en commun au prorata de leurs membres au sein de la coalition.
3. Le Conseil InterRégional propose au Congrès les mesures extraordinaires suivantes : Que la coalition soit créée dès le Congrès des 28-29 et 30 janvier et qu'elle entre en fonction dès la tenue du prochain Congrès. Que les associations non membres qui auront obtenu un mandat de grève en assemblée générale ou en référendum et ayant adopté la plate-forme de grève de l'ASSÉ (l'ultimatum en tient lieu jusqu'à ce qu'une plate-forme soit adoptée) en assemblée générale, aient un droit de vote, de proposition et d'appui dans la coalition à l'intérieur des structures de l'ASSÉ.
4. Le Conseil InterRégional propose au Congrès que ce droit de vote, de proposition et d'appui porte sur les enjeux suivants :

- Mot d'ordre sur la grève
- Revendications
- Actions
- Matériel d'information
- Représentation médiatique
- Négociations
- Fonctionnement de la coalition
- Fonds de grève

5. Le Conseil InterRégional propose au Congrès que les individus membres des associations de la coalition puissent être élus sur les comités de travail en ayant un appui de leur conseil régional ou en ayant un appui d'une instance de leur association locale.

6. Le Conseil InterRégional propose au Congrès que les membres des associations incluses dans la coalition puissent être élus sur les comités femmes et journal en ayant un appui d'une instance de leur association locale et d'une association membre de l'ASSÉ.

7. Le Conseil InterRégional propose au Congrès pour les élections aux comités statutaires de l'ASSÉ, que les candidatures de membres soient traitées en priorité; que les non membres obtiennent le droit de vote pour l'élection des candidatures de non membres.

Revendications

1. Remboursement proportionnel au revenu (RPR) :

- Attendu que le RPR tend à légitimer et à institutionnaliser l'endettement étudiant;
- Attendu que le RPR a pour effet d'appauvrir les individus des classes populaires puisque ceux-ci et celles-ci auront à rembourser leur dette sur une plus longue période et auront donc à payer plus d'intérêt et ainsi bien souvent une somme totale plus élevée;
- Attendu que le RPR enrichit les institutions financières à même le budget de l'éducation;
- Attendu que le RPR s'inscrit dans une vision « utilisateur-payeur » visant à faire de l'éducation un investissement personnel et non un projet de société;
- Attendu que le RPR représente un obstacle à l'accessibilité de l'éducation;
- Attendu que le RPR n'est qu'un moyen de camoufler la hausse alarmante de l'endettement étudiant;

Le Conseil InterRégional propose au Congrès d'ajouter à l'ultimatum adopté l'automne dernier le point « Qu'il renonce au RPR » à la suite du point « Qu'il reconnaisse l'autonomie des étudiantes et étudiants dès le départ du domicile familial. »

2. Collégial :

- Attendu que la décentralisation du réseau collégial crée des diplômes inégaux d'une institution à l'autre;
- Attendu que la décentralisation du réseau collégial a pour effet d'arrimer l'éducation aux diktats du marché;
- Attendu que la décentralisation du réseau collégial menace de réduire l'enseignement général au profit de diplômes raccourcis;
- Attendu que l'ensemble de ces effets amène une précarisation du statut de futurs travailleurs et travailleuses ayant des diplômes de moindre valeur et subordonnés aux besoins ponctuels des entreprises privées;
- Attendu que la décentralisation pourrait amener une libéralisation des frais de scolarité au collégial;

Le Conseil InterRégional propose au Congrès de remplacer la section de l'ultimatum portant sur le réseau collégial par « Qu'il renonce à tout projet de décentralisation et d'arrimage au marché du réseau collégial afin d'en garantir l'accessibilité. »

3. Dégel des frais de scolarité

- Attendu qu'un dégel des frais de scolarité s'inscrit dans un projet de privatisation de l'éducation post-secondaire et qu'une telle mesure est dramatique pour l'accessibilité à une éducation de qualité;

Le Conseil InterRégional propose au Congrès d'ajouter à la fin de l'ultimatum : « L'ASSÉ n'acceptera pas que les revendications énoncées ci-haut se fassent au prix d'un dégel des frais de scolarité. »

Plan d'action pour la grève

1. Le Conseil InterRégional propose au Congrès d'inviter les associations étudiantes à tenir leurs assemblées générales de grève entre le 31 janvier et le 25 février 2005.

2. Le Conseil InterRégional propose au Congrès que le Conseil exécutif diffuse un bilan de son travail à toutes les semaines, dans la mesure du possible, sur les listes Internet.

3. Le Conseil InterRégional propose au Congrès d'inviter les associations locales à faire un bilan de leurs activités dans la mesure du possible à chaque semaine.
4. Le Conseil InterRégional propose au Congrès qu'il y ait un Congrès le 26 février afin de faire le point sur la campagne de grève et de planifier les semaines à venir.
5. Le Conseil InterRégional propose au Congrès : Dans le cas où la grève générale illimitée serait déclenchée, qu'une manifestation nationale soit appelée 7 jours après. Dans le cas où le plancher ne serait pas atteint dans des délais raisonnables (à déterminer au Congrès du 26 février 2005), qu'une manifestation soit organisée à date fixe.
6. Le Conseil InterRégional propose au Congrès que soient incluses dans le plan d'action de l'ASSÉ les dates du 1^{er} mai, du 8 mars et du 15 mars 2005.

États généraux du mouvement étudiant et Congrès d'orientation

1. Le Conseil exécutif de l'ASSÉ propose qu'un Congrès d'orientation d'une journée ait lieu avant le Congrès annuel de la session d'hiver 2005 afin de faire le bilan des années d'existence de l'ASSÉ, de la campagne de grève et de faire ressortir des grandes orientations en vue du Congrès annuel et du Forum sur le mouvement étudiant et le syndicalisme de combat, dans la mesure où, vu la campagne de grève générale illimitée, cela est possible.

CALENDRIER

FÉVRIER

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
	1	2	3	4 Camp de formation	5 Camp de formation	6 Camp de formation
7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25	26	27
28						

MARS

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
	1	2	3	4	5	6
7	8 Début des travaux de l'assemblée nationale/ Journée internationale de la femme	9	10	11	12	13
14	15 Journée internationale contre la brutalité policière	16	17	18	19	20
21	22	23	24	25 Congé férié/ Vendredi Saint	26	27
28 Congé férié/ Lundi de Pâque	29	30	31			

AVRIL

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
11	12	13	14	15	16	17
18	19	20	21	22	23	24
25	26	27	28	29	30	

Congrès de l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSE)
Les 29 et 30 janvier 2005 au Cégep de Saint-Laurent

MAI

Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi	Samedi	Dimanche
						1 Journée internationale des travailleuses et des travailleurs
2	3	4	5	6	7	8
9	10	11	12	13	14	15
16	17	18	19	20	21	22
23 Congé férié/ Fête de Dollard	24	25	26	27	28	29
30	31					